

RAPPORT D'ÉTUDE

Monitoring de la manifestation des fausses informations dans les médias en période électorale à Madagascar

2023 - 2024



Les idées et positions exprimées dans ce document ne reflètent pas nécessairement les opinions de l'USAID ni de l'EISA.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX	5
LISTE DES ABRÉVIATIONS	6
CONTEXTE ET JUSTIFICATION	7
MÉTHODOLOGIE D'ANALYSE	8
A. Définitions	8
B. Objectifs	9
C. Analyse de contenus	10
PARTIE 1: SYNTHÈSE DES PRINCIPAUX RÉSULTATS DE LA PHOTOGRAPHIE DE DÉPART SUR LA MANIFESTATION DES MDM A MADAGASCAR	12
PARTIE 2: SYNTHÈSE DES RÉSULTATS DU MONITORING DES MDM DANS LES MÉDIAS DURANT LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES 2023	14
PARTIE 3: RÉSULTATS DU MONITORING DES MDM DANS LES MÉDIAS DURANT LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE 2024	16
ÉCHANTILLON D'ANALYSE	17
Origine des MDM sur Facebook	19
Format de diffusion des MDM sur Facebook	20
Les catégories des MDM sur Facebook, dans les médias en ligne et pure-players de l'information	21
Les principales sources des MDM sur Facebook, dans les médias en ligne et pure-players de l'information	22
Les principales sources des MDM selon leur genre	25
Les principales sources des MDM selon leur tranche d'âge	27
Les MDM selon leur niveau de risque	28
La récurrence des MDM dans les médias	29
Les sujets de MDM les plus abordés dans les médias	30
Les principales cibles de MDM	31
Focus sur les études de cas de MDM	33
PARTIE 4: Étude comparative de la manifestation des fausses informations dans les médias durant les campagnes présidentielle et législatives	41



TABLE DES MATIÈRES

Les MDM en période électorale	42
Analyse comparative des typologies de MDM: élection présidentielle de 2023 et élection législatives de 2024	43
Les MDM sur Facebook selon le type de compte: analyse comparative entre la campagne présidentielle de 2023 et la campagne législative de 2024	44
Les thématiques de MDM les plus abordées: analyse comparative entre la campagne présidentielle de 2023 et la campagne législative de 2024	45
Les sujets de MDM les plus abordés: analyse comparative entre la campagne présidentielle de 2023 et la campagne législative de 2024	46
Les sources de MDM sur Facebook: comparatif entre la campagne présidentielle de 2023 et la campagne législative de 2024	49
Les cibles de MDM sur Facebook: comparatif entre la campagne présidentielle de 2023 et la campagne législative de 2024	51
Les cibles de MDM selon leur genre: comparatif entre la campagne présidentielle de 2023 et la campagne législative de 2024	54
Le niveau de risque des fausses informations: comparatif entre la campagne présidentielle de 2023 et la campagne législative de 2024	56
La récurrence des fausses informations: comparatif entre la campagne présidentielle de 2023 et la campagne législative de 2024	57
Intentions des auteurs de fausses informations: comparatif entre la campagne présidentielle de 2023 et la campagne législative de 2024	58
CONCLUSION GÉNÉRALE	61
SYNTHÈSE DES RECOMMANDATIONS	62
ANNEXE 1: ÉCHANTILLON D'ANALYSE DURANT L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE	63
ANNEXE 2: ÉCHANTILLON D'ANALYSE DURANT LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES	65
ANNEXE 3: SÉRIE DE CAPTURES D'ÉCRAN DES MDM RECENSÉES DURANT LES ÉLECTIONS: PRÉSIDENTIELLE ET LÉGISLATIVES	71

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Catégories de fausses informations durant les campagnes électorales

Tableau 2: Origine des MDM sur Facebook

Tableau 3: Les thématiques des MDM les plus abordés durant les deux campagnes électorales

Tableau 4: Analyse comparative des sujets de MDM véhiculées sur Facebook durant les campagnes électorales

Tableau 5: Analyse comparative des sujets de MDM ayant récoltés le plus d'engagement durant les campagnes électorales

Tableau 6: Rôles des sources de fausses informations

Tableau 7: Rôles des cibles de fausses informations

Tableau 8: Les cibles de fausses informations selon leur genre

Tableau 9: Niveau de risque de fausses informations

Tableau 10: Récurrence des fausses informations

Tableau 11: Exemples de MDM visant à ternir l'image de candidat durant les campagnes électorales

Tableau 12: Exemples de MDM ciblant les organes de gestions des élections et la HCC

LISTE DES ABRÉVIATIONS

AFF	Andry sy Fototra ho an'ny Fampandrosoana
ANR	Andry Nirina Rajoelina
CED	Commission Electorale de District
CENI	Commission Electorale Nationale Indépendante
CID	Communication Idea Development
CISCO	Circonscription scolaire
CNI	Carte Nationale d'identité
CSB	Centre de Santé de Base
FDS	Force de Défense et de Sécurité
GDD	Groupe De Discussion
HCC	Haute Cour Constitutionnelle
IRMAR	Isika Rehetra Miaraka Amin'i Andry Rajoelina
MBS	Malagasy Broadcasting System
MDM	Mésinformations - Désinformations - Malinformations
OGE	Organes de Gestion des Elections
ONG	Organisation Non-Gouvernementale
OSC	Organisation de la Société Civile
OVEC	Organe de Vérification et d'Enregistrement des Candidatures
TGV	Tanora Gasy Vonona
TIM	Tiako i Madagasikara
TMH	Tanora Miandrandra ny Ho avy
ZAP	Zone d'Administration Pédagogique

CONTEXTE ET JUSTIFICATION

L'Agence américaine pour le développement international (USAID) lance le projet « Ndao Hifidy », traduit littéralement par « Allons Voter ». Il s'agit d'un projet d'éducation civique dont la mise en œuvre s'étale sur 18 mois, d'un montant de 1,2 million de dollars. Le but du projet consiste à promouvoir la compréhension et la confiance des citoyens dans les processus électoraux et leur participation aux élections de 2023 et de 2024. Ndao Hifidy est mis en œuvre par l'Institut électoral pour une démocratie durable en Afrique (EISA). Pour rappel, l'EISA œuvre à la promotion d'élections crédibles, de la démocratie participative et de la culture des droits de l'homme, tout en renforçant la gouvernance et en consolidant la démocratie en Afrique.

Dans le cadre de ce projet, EISA collabore avec différents partenaires, dont CID. A titre de rappel, Communication Idea Development ou Hai-Serasera Manonga Dia, a été créée en août 2016 par une équipe de jeunes communicateurs désireux d'apporter une contribution active au renforcement du processus de démocratisation, au maintien d'un climat apaisé à Madagascar et au développement des médias. Elle n'est affiliée à aucun parti politique, ni groupement confessionnel et inscrit ses actions dans une démarche innovante, rassemblée autour de valeurs fortes : initiative, créativité, intégrité et professionnalisme. CID a construit sa notoriété grâce à son expertise en termes de monitoring des médias. L'ONG CID a toujours appuyé la société civile tout au long de son existence et ce, à travers des interventions ponctuelles, des analyses de la situation politique à Madagascar, des rencontres avec les responsables d'OSC... La méthodologie préconisée par l'ONG demeure la recherche-action, ce qui lui permet de garder son objectivité vis-à-vis du contexte dans lequel elle intervient.

Durant l'élection présidentielle de 2023 et les élections législatives de 2024, EISA et CID collaborent à travers la mise en place d'un système de fact-checking, consistant à analyser les informations politico-électorales, ainsi qu'à évaluer la qualité de la couverture médiatique et les discours citoyens et institutionnels sur divers canaux de communications à Madagascar dans le contexte électoral. En effet, les médias jouent plusieurs rôles cruciaux en période électorale. Outre les médias traditionnels, les acteurs politiques, les candidats, leurs comités de soutien et les partisans des candidats utilisent les médias numériques pour diffuser plus rapidement les informations électorales, et à une plus large audience. Aussi, ces nouveaux médias offrent un espace pour les discussions et les débats entre les électeurs, les candidats ainsi que toutes les parties prenantes du processus électoral.

L'adoption croissante d'internet, qui reflète, dans une certaine mesure les progrès technologiques dans la Grande Ile, a généré une croissance significative de l'utilisation des médias sociaux. D'après le rapport « Digital Report 2024 », Madagascar compte environ 6,31 millions d'internautes au début de l'année 2024. Selon les ressources publicitaires publiées dans Meta, Madagascar compte 3,8 millions d'utilisateurs de Facebook, soit une hausse de 850 000 utilisateurs du réseau social entre janvier 2023 et janvier 2024[1].

Par ailleurs, l'avènement des médias numériques a fortement contribué à la propagation des fausses informations, notamment celles à caractère politico-électorales.

[1] <https://datareportal.com/reports/digital-2024-madagascar>

MÉTHODOLOGIE D'ANALYSE

A. DÉFINITIONS:

D'après le « National Academies of Sciences », une information est vraie lorsqu'elle est conforme à la réalité et aux faits. Dans cette optique une information est dite vérifiée, lorsqu'elle a suivi un processus de vérification et confirmée comme étant exacte par des sources fiables et indépendantes[1]. D'une manière générale, l'information vraie et vérifiée, également connue sous le nom de vérité factuelle, fait référence à des faits, des données ou des événements qui sont précis, exacts et conformes à la réalité. Elle est étayée par des preuves solides, provenant de sources fiables et vérifiables, telles que des études scientifiques, des rapports officiels, des sources journalistiques crédibles et des données empiriques. L'information vraie et vérifiée est fondée sur une rigueur intellectuelle, une méthodologie appropriée et une transparence quant à la collecte, l'analyse et la présentation des faits. Contrairement à la fausse information, qui peut être trompeuse, erronée ou intentionnellement manipulée, l'information vraie et vérifiée repose sur une recherche rigoureuse, des sources fiables et une approche factuelle. Elle est dépourvue de biais et de distorsion intentionnelle, et elle est soumise à un examen minutieux pour s'assurer de son exactitude. L'information vraie et vérifiée joue un rôle essentiel dans la prise de décisions éclairées, la formation d'opinions informées et la compréhension objective de notre monde.

Contrairement aux informations vraies et vérifiées, les fausses informations, à savoir la mésinformation, la désinformation, et la malinformation (MDM) sont des problèmes majeurs dans le domaine de la politique et des élections, tant dans les médias traditionnels que dans les nouveaux médias. Madagascar, comme de nombreux autres pays, n'est pas épargné par ces phénomènes. La lutte contre la désinformation, la mésinformation et la malinformation est un enjeu majeur pour assurer des élections libres et équitables, ainsi que pour promouvoir une participation citoyenne informée en politique à Madagascar. Il convient tout d'abord de différencier les notions de désinformation, mésinformation et malinformation.

Le rapport, intitulé « Information Disorder : Toward an interdisciplinary framework for research and policy making » (Le « chaos informationnel » : vers un cadre interdisciplinaire pour la recherche et l'élaboration de politiques), commandité par le Conseil de l'Europe[2] distingue en effet, trois types d'information préjudiciable : la mésinformation, lorsqu'on transmet une information erronée sans intention de nuire ; la désinformation, lorsqu'on transmet une information que l'on sait erronée dans l'intention de nuire ; et l'information malveillante ou malinformation, lorsqu'on partage une information vraie ou en partie vraie dans l'intention de nuire, souvent en rendant publics des éléments censés rester confidentiels. Ils ont volontairement évité d'utiliser l'expression « fausse nouvelle » (« fake news ») en invoquant le fait qu'elle ne décrit pas la complexité du phénomène de la « pollution informationnelle » et qu'elle est utilisée par les politiciens du monde entier pour désigner des informations qu'ils trouvent désagréables.

[1] <https://nap.nationalacademies.org/resource/26466/interactive/>

[2] La rédaction de ce document a été confiée à l'institut Kennedy de l'Université d'Harvard, ainsi qu'à l'écrivain et chercheur Hossein Derakhshan.

MÉTHODOLOGIE D'ANALYSE

Pour sa part, le « Minnesota Interlibrary Teletype Experiment » (Minitex), de l'université de Minnesota, définit la mésinformation comme une information fautive ou trompeuse diffusée de manière non intentionnelle. Cela peut inclure des légendes de photos incorrectes, des dates, des statistiques, ou du contenu satirique pris au sérieux. Minitex indique que la désinformation est une information délibérément fautive, créée pour tromper ou induire en erreur. Cela inclut souvent des contenus fabriqués, des théories du complot ou des rumeurs visant à nuire ou à manipuler les opinions. Enfin, elle définit la malinformation comme une information vraie, ou en partie vraie, partagée dans l'intention de nuire. Selon Minitex, la malinformation peut inclure la divulgation d'informations privées ou l'altération du contexte de contenus authentiques pour tromper[1].

Ainsi, la désinformation est une information fautive, et son auteur sait qu'elle l'est. En d'autres termes, il s'agit d'une information délibérément et intentionnellement fautive, de la part d'acteurs souvent malveillants.

Quant à la mésinformation, il s'agit également d'une fautive information, bien que la source de cette dernière pense qu'il s'agit d'une information vraie. En d'autres mots, la mésinformation est une fautive information propagée de manière involontaire et fortuite.

Enfin, la malinformation est une information qui se fonde sur la réalité, mais qui est souvent exagérée et utilisée pour tromper, voire pour porter préjudice à une personne, une organisation ou un pays. L'information malveillante ou malinformation s'applique ainsi lorsqu'on partage une information vraie dans l'intention de nuire, souvent en rendant publics des éléments censés rester confidentiels.

En résumé, la désinformation implique la diffusion délibérée de fautes informations, la mésinformation résulte d'une transmission involontaire de fautes informations, tandis que la malinformation consiste à manipuler des informations véridiques pour causer du tort ou induire en erreur. Dans tous les cas, ces phénomènes ont un impact négatif sur la société malgache en induisant les citoyens en erreur, en générant la méfiance des citoyens dans les médias et en nuisant au débat public.

B. OBJECTIFS:

Ce document portant recherche, étude comparative et analytique de la manifestation de la mésinformation, de la désinformation et la malinformation (MDM) durant l'élection présidentielle de 2023 et les élections législatives de 2024 a pour objet d'offrir un aperçu global de la manifestation de la désinformation, de la mésinformation et de la malinformation ayant trait à la thématique politique et des élections à Madagascar, à travers les médias malgaches. Il s'agit, d'une part, d'identifier et de catégoriser les différentes typologies recensées dans les médias durant ces périodes électorales ; d'évaluer l'impact des MDM sur le processus électoral et leur influence sur l'opinion publique ; d'identifier les principaux canaux de diffusion de MDM.

[1] <https://minitex.umn.edu/news/elibrary-minnesota/2022-05/misinformation-disinformation-malinformation-whats-difference>

MÉTHODOLOGIE D'ANALYSE

Et d'autre part, de mettre en place des stratégies adéquates et efficaces pour contrer les MDM en période électorale ; de formuler des recommandations pour les autorités électorales, les médias, la société civile et les citoyens afin de mieux gérer et contrer les MDM dans les prochaines échéances électorales.

Ce document comporte 3 principaux objectifs, à savoir :

- Avoir un aperçu global du paysage médiatique à Madagascar
- Comprendre la manifestation de la désinformation, de la mésinformation et de la malinformation à Madagascar en période électorale
- Apporter des éléments de réflexion en vue de former les organisations de la société et les journalistes afin de rendre opérationnel le mécanisme de lutte contre les fausses informations ou MDM.

Il convient de souligner que le mécanisme de lutte contre les fausses informations vise à atteindre une synergie des actions entre les différentes composantes (CID, Ilontsera, journalistes). D'une manière générale, le mécanisme sera une base de données au service des journalistes et des OSC, mais servira également de canal de signalement et de communication entre les trois composantes. Ledit mécanisme vise à répondre aux problématiques suivantes :

- Dans quelle mesure l'outil participe au recoupement des informations?
- Dans quelle mesure le mécanisme peut participer aux activités de plaidoyer, d'éducation aux médias, et d'autorégulation des médias?

C. ANALYSE DE CONTENUS:

Une méthodologie mixte, comprenant une analyse quantitative et qualitative a été adoptée pour l'élaboration de ce document. Le monitoring des MDM à vocation politico-électorales véhiculées dans les médias malgaches durant l'élection présidentielle de 2023 et les élections législatives de 2024 repose principalement sur l'analyse de contenus, combinée avec l'analyse du discours. D'une manière générale, la méthodologie utilisée dans ce document vise à répondre aux questions suivantes :

- Quelles sont les plateformes les plus utilisées à Madagascar pour véhiculer des MDM ?
- Quelles sont les fausses informations à vocation politique les plus récurrentes véhiculées par les membres de la communauté en ligne ?
- Dans quelle catégorie peut-on classer ces fausses informations à vocation politique ? (S'agit-il de désinformation, de mésinformation ou de malinformation)
- Qui sont les principales sources de fausses informations ? (S'agit-il de simple citoyen/personne commune, de politicien, d'influenceur, de membre du gouvernement/membre de l'Exécutif, de membre des Collectivités territoriales décentralisées, ...)
- Qui sont les principales cibles des fausses informations ?
- Quels peuvent être les impacts de ces fausses informations sur la communauté en ligne, sur l'opinion publique, sur les citoyens, sur le processus électoral ?

MÉTHODOLOGIE D'ANALYSE

- Quelles sont les thématiques et les sujets les plus évoqués lorsqu'il s'agit de fausses informations à vocation politico-électorale ?
- Quels sont les mots-clés les plus utilisés pour véhiculer des MDM politico-électorales ?

PARTIE 1:

SYNTHÈSE DES PRINCIPAUX RÉSULTATS DE LA PHOTOGRAPHIE DE DÉPART SUR LA MANIFESTATION DES MDM A MADAGASCAR

PHOTOGRAPHIE DE DÉPART

Il convient de souligner que l'échantillon d'analyse de l'unité de monitoring des médias, dans la réalisation de l'étude portant « Photographie de départ sur la manifestation des malinformations, désinformations et mésinformations à Madagascar », comprend à la fois les médias traditionnels et les médias sociaux. Pour les médias classiques, l'échantillon se compose de 6 stations audiovisuelles présentes en ligne, de 6 stations radiophoniques diffusant des émissions interactives et de 4 journaux papier. Pour les médias sociaux, et particulièrement le réseau social Facebook, l'échantillon est composé de 17 groupes de discussion, 7 pages et comptes d'influenceurs politiques, de 17 pages et comptes à vocation informative, et enfin de 5 pages et comptes de candidats potentiels à l'élection présidentielle de 2023. La réalisation cette activité s'est déroulée du 11 au 21 mai 2023.

Durant cette période, l'unité de monitoring des médias a recensé 335 MDM. Parmi celles-ci, 314 ont été identifiées sur les médias sociaux, contre 21 dans les médias classiques.

Sur les MDM recensées, 59,3% étaient axées sur des thématiques politiques, tandis que 41,7% portaient sur des questions électorales. Les sujets de MDM les plus fréquents, toutes plateformes confondues, étaient la dynamique politique (32,2%), suivis par la gouvernance (25,6%) et l'organisation des élections (23,8%).

Concernant la typologie de MDM, parmi ces 335 informations sensibles recensées, 260 étaient des cas de désinformation, 68 de malinformation, et seulement 7 de mésinformation. Au niveau de l'échelle de risque, 188, sur les 335 MDM répertoriées ont été évaluées à moyen risque, 134 à risque faible et 13 à risque élevé. En ce qui concerne la récurrence des fausses informations, 159 sur 335 MDM ont été répétées, 125 ont été classées comme de nouvelles MDM, et 51 ont été jugées en escalade.

Les résultats ont montré que sur Facebook, les pages d'influenceurs politiques ont été les principales sources de MDM. Par exemple, les pages de Fanirisoa Ernaivo et Kelly Geant ont chacune généré 25 MDM, représentant ensemble 15,9% des MDM sur Facebook. Ces influenceurs sont souvent critiques envers le régime actuel, utilisant parfois des tons diffamants et des discours de haine. D'autres personnalités publiques, comme Fleury Rakotomalala et Patrick Raharimanana, ont également contribué aux MDM, bien qu'ils soient plus modérés.

L'analyse relative aux cibles de MDM révèle qu'Andry Rajoelina, qui était à l'époque président de la République et candidat à sa propre succession, était la principale cible des MDM. Il a en effet été ciblé par 75 MDM, dont 72 ont été recensées sur Facebook et 3 dans les médias classiques. En outre, 69 MDM, soit 20,59% du total, ont été adressées aux membres du gouvernement de l'époque, tandis que les membres et leaders de partis politiques ont été visés par 70 MDM (20,89%), lesquelles ont été recensées principalement sur Facebook. La CENI a également été une cible fréquente, avec 41 MDM (12,23%), dont 38 sur Facebook et 3 dans les médias classiques.

En ce qui concerne l'aspect sensible au genre, l'unité de monitoring des médias a fait le constat selon lequel les hommes sont plus susceptibles de véhiculer des MDM, représentant plus de la moitié des cas (50,1%), contre 21% pour les femmes. Le genre de certaines sources (27%) n'a pas pu être déterminé, souvent en raison de l'utilisation de faux comptes sur Facebook.

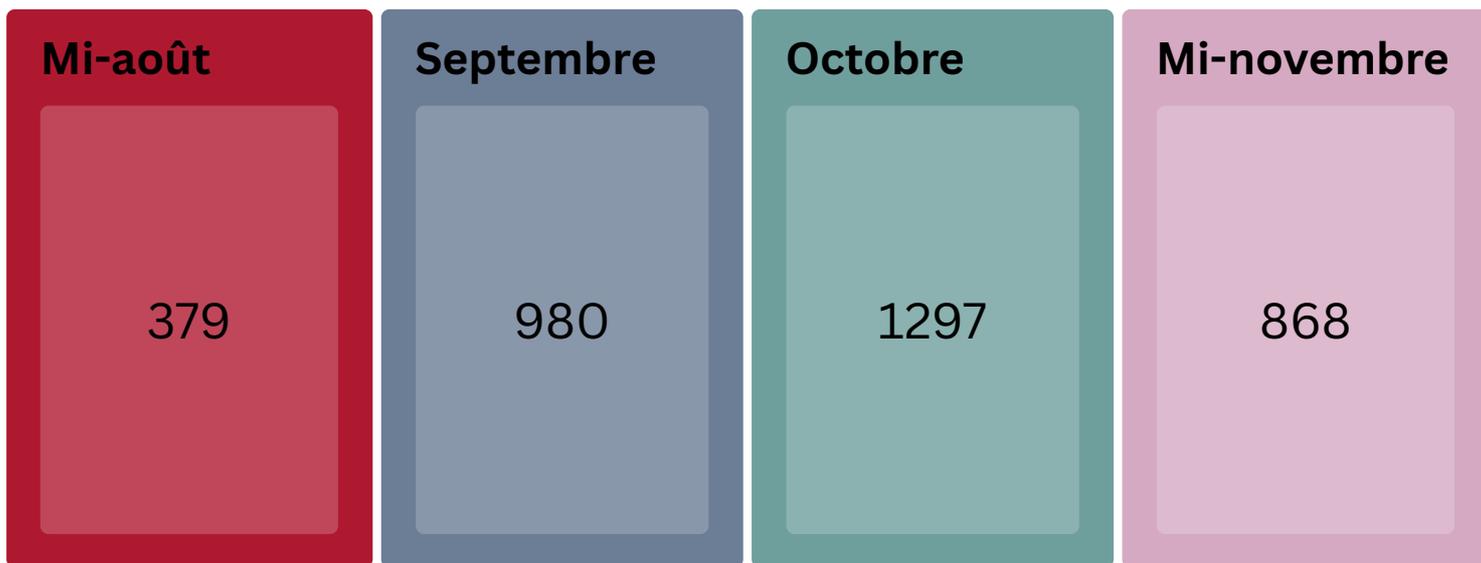
PARTIE 2:

**SYNTHÈSE DES RÉSULTATS DU
MONITORING DES MDM DANS LES
MÉDIAS DURANT LES ÉLECTIONS
PRÉSIDENTIELLES 2023**

PRÉSIDENTIELLE: RÉSULTATS DU MONITORING DES MÉDIAS

FLUCTUATIONS DE LA DIFFUSION DES FAUSSES INFORMATIONS DANS LES MÉDIAS

Période d'analyse: Mi-août au mi-novembre 2023



Pendant la période d'analyse allant de mi-août à mi-novembre, une augmentation constante des fausses informations a été observée dans les médias. Les données révèlent une tendance croissante par médium, avec une hausse notable chaque mois. En particulier, Facebook a enregistré une augmentation significative des fausses informations en septembre et octobre.

Cette hausse sur Facebook souligne la nécessité d'une surveillance accrue de la plateforme, pouvant indiquer une intensification des campagnes de désinformation en lien avec les événements politico-électorales de cette période. Ces événements incluent le mouvement du collectif des candidats, la demande de report des élections, la participation d'Andry Rajoelina, Sendrison Daniela Raderanirina et Siteny Randrianasoloniaiko à la campagne électorale.

Par ailleurs, la différence de chiffres entre les médias traditionnels et les pure-players révèle des dynamiques distinctes de propagation de malinformation, désinformation et mésinformation dans ces deux types de médias.

Mi-août à fin août :

- Médias classiques : 52
- Facebook : 307
- Pure-players d'information : 20

Mois de septembre :

- Médias classiques : 154
- Facebook : 671
- Pure-players d'information : 155

Mois d'octobre

- Médias classiques : 225
- Facebook : 1000
- Pure-players d'information : 72

Début novembre jusqu'au 15 novembre :

- Médias classiques : 135
- Facebook : 707
- Pure-players d'informations : 26

PARTIE 3:

RÉSULTATS DU MONITORING DES MDM DANS LES MÉDIAS DURANT LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE 2024

LÉGISLATIVES: RÉSULTATS DU MONITORING DES MÉDIAS

ÉCHANTILLON D'ANALYSE

Cette analyse se focalise sur la manière dont les politiciens, les influenceurs politiques, les acteurs des médias, les organisations de la société civile, les citoyens et les cybercitoyens s'expriment sur les thématiques politique et électorale. Il s'agit, plus précisément, d'avoir un aperçu sur la manière dont ces différents acteurs véhiculent des fausses informations à vocation politique et électorale. A cet effet, l'échantillon d'analyse a été choisi selon des critères précis. Ainsi, l'échantillon a été sélectionné de sorte à ce que les émissions, les articles et les publications à analyser soient susceptibles de retracer des contenus de fausses informations.

Dans le cadre du MDM à vocation politico-électorale, durant la période comprise entre le 22 avril et le 31 mai 2024, l'échantillon des médias numériques est composé de 3 presses écrites présentes en ligne et d'un pure players de l'information. Pour le réseau social Facebook, l'échantillon est composé de 2 groupes de discussions publics, de 2 pages d'influenceurs politiques, de 2 pages à vocation informative et de 177 pages et profils de candidats aux législatives.

Facebook

177 pages et
profils de
candidats

4 pages et
profils sur
Facebook

2 groupes
de
discussions

Média en ligne

Midi
Madagasikara

L'Express de
Madagascar

La vérité

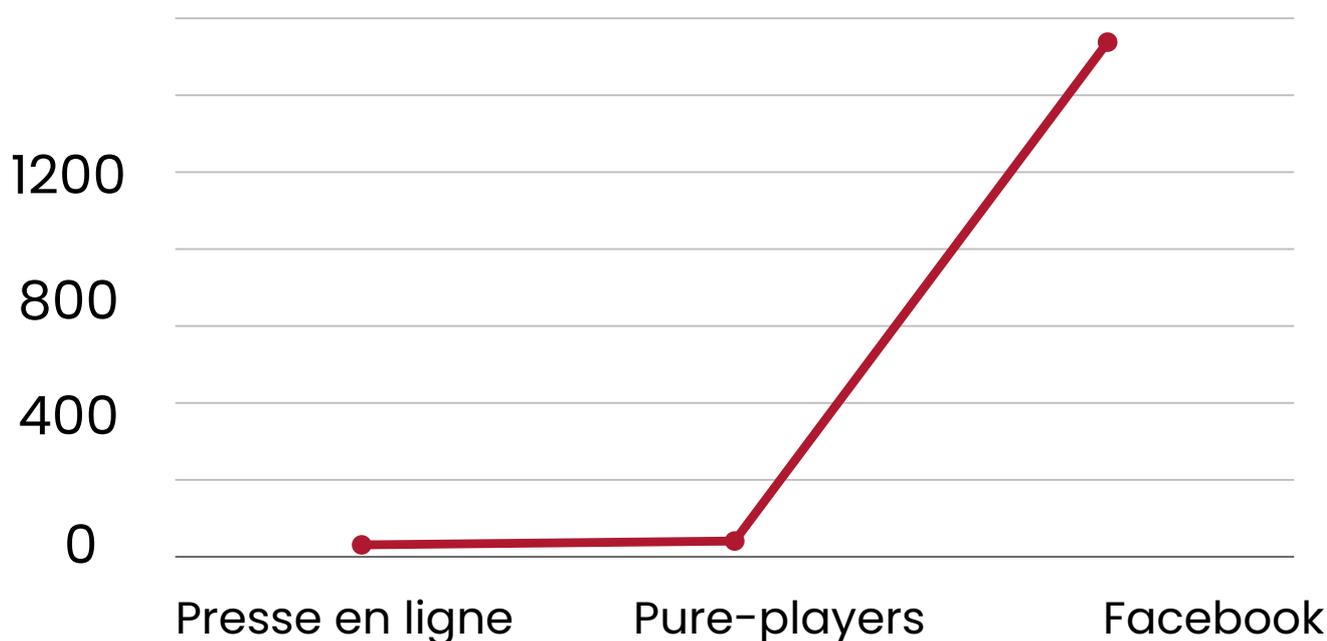
Pure-players

Madagascar Tribune

LÉGISLATIVES: RÉSULTATS DU MONITORING DES MÉDIAS

PÉRIODE D'ANALYSE: 22 AVRIL AU 31 MAI 2024

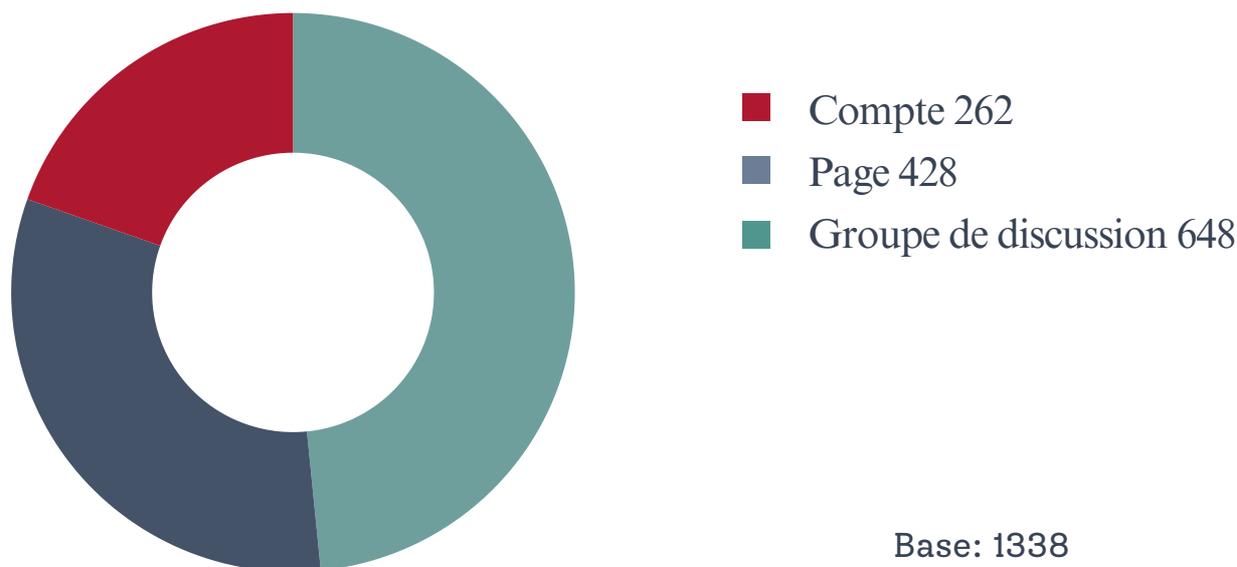
Durant les activités de monitoring de la presse en ligne, des pure players de l'information et de la plateforme Facebook, entre le 22 avril et le 31 mai 2024, correspondant à la période de précampagne électorale, de la campagne électorale et 2 jours après les élections législatives du 29 mai 2024, l'Unité de monitoring des médias de l'ONG Communication Idea Development a recensé 1410 cas de mésinformations, désinformations et malinformations (MDM) à vocation politique et électorale. Sur ces 1410 MDM, 1338 d'entre elles ont été répertoriées sur la plateforme Facebook, tandis que 31 informations sensibles sur la presse en ligne et 41 sur le pure-players de l'information madagascar-tribune.com. Ces données démontrent que 94,9% des MDM sur la période citée plus haut ont été recensées sur Facebook. Cette dernière constitue un florilège de fausses informations, étant donné son accessibilité aisée pour une partie de la population malgache, et la rapidité de la propagation des informations sur cette plateforme en raison de leur nature virale et du manque de présence du niveau de modération. Par ailleurs, la presse en ligne et le pure players madagascar-tribune.com représentent respectivement 2,2% et 2,9% des MDM recensées durant cette période. Ces chiffres soulignent une proportion beaucoup plus faible par rapport à Facebook. Mis à part un meilleur contrôle éditorial et une plus grande rigueur dans la vérification des informations publiées dans ces types de médias, l'accessibilité à ces derniers s'avèrent plus limitée par rapport à celui du réseau social Facebook, d'autant plus que les interactions sont moins rapides sur la presse en ligne et les pure players de l'information.



Base:1410

ORIGINES DES MDM DANS LES MÉDIAS

Origine des MDM sur Facebook



Sur 1338 informations sensibles recensées sur Facebook, entre le 22 avril et le 31 mai 2024, 48,4% d'entre elles ont été véhiculées dans les groupes de discussion ; 32% sur les pages officielles de candidats aux législatives, sur les pages d'influenceurs politiques et sur les pages à vocation informatives ; et enfin 19,6% ont été récoltées sur les comptes personnels des candidats aux législatives. En effet, un peu moins de la moitié des MDM politico-électorales sur Facebook ont été répertoriées dans les groupes de discussion. Ces données suggèrent le caractère viral et communautaire des informations, ainsi que la rapidité de leur propagation, grâce aux interactions et publications fréquentes. Par ailleurs, la grande majorité des MDM recensées sur Facebook a été véhiculée dans les comptes personnels et les pages de candidats aux législatives. Ces informations sensibles ont été véhiculées par les candidats eux-mêmes, par leur comité de soutien, ou par leurs followers. Cette situation est notamment due au fait que les candidats, leur comité de soutien ou leurs partisans utilisent ces profils pour diffuser des MDM dans le but de renforcer leur position, mais aussi et surtout pour discréditer leurs adversaires. Dans cette optique, les états-majors politiques utilisent ces profils pour leur stratégie de campagne, afin d'influencer l'opinion publique en leur faveur et pour discréditer leurs adversaires.

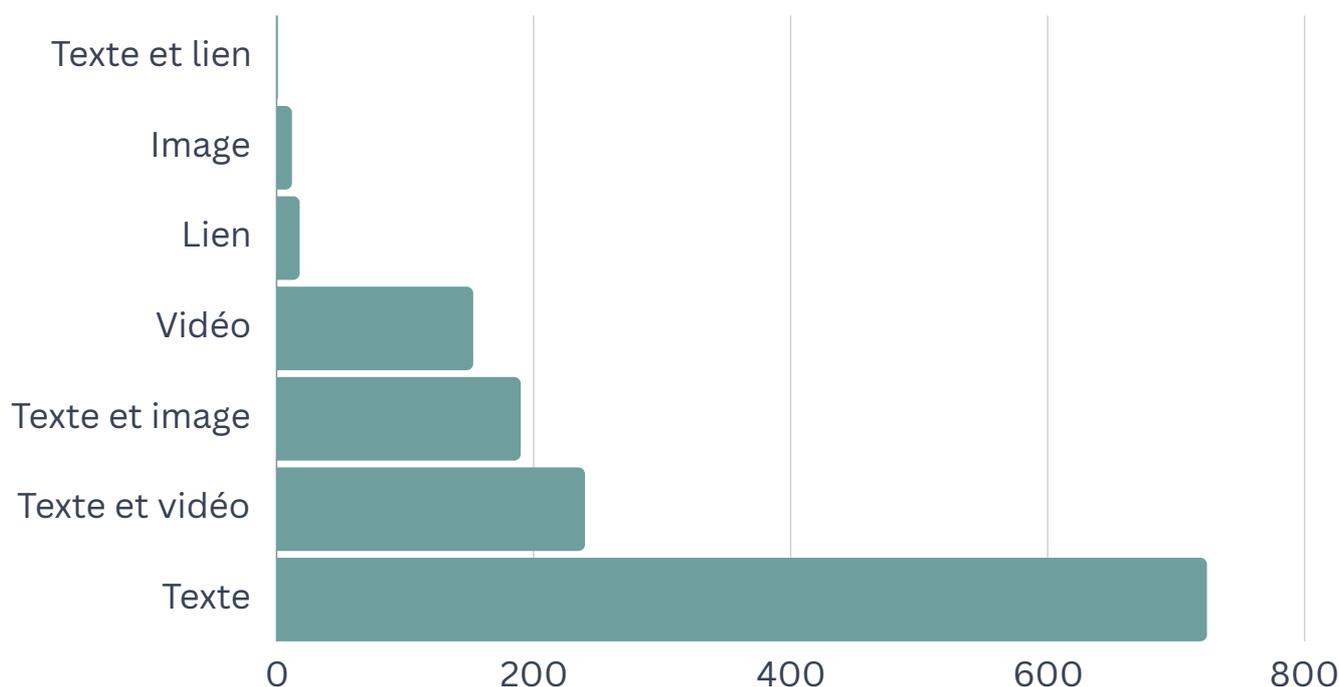
ORIGINES DES MDM DANS LES MÉDIAS

Format de diffusion des MDM sur Facebook

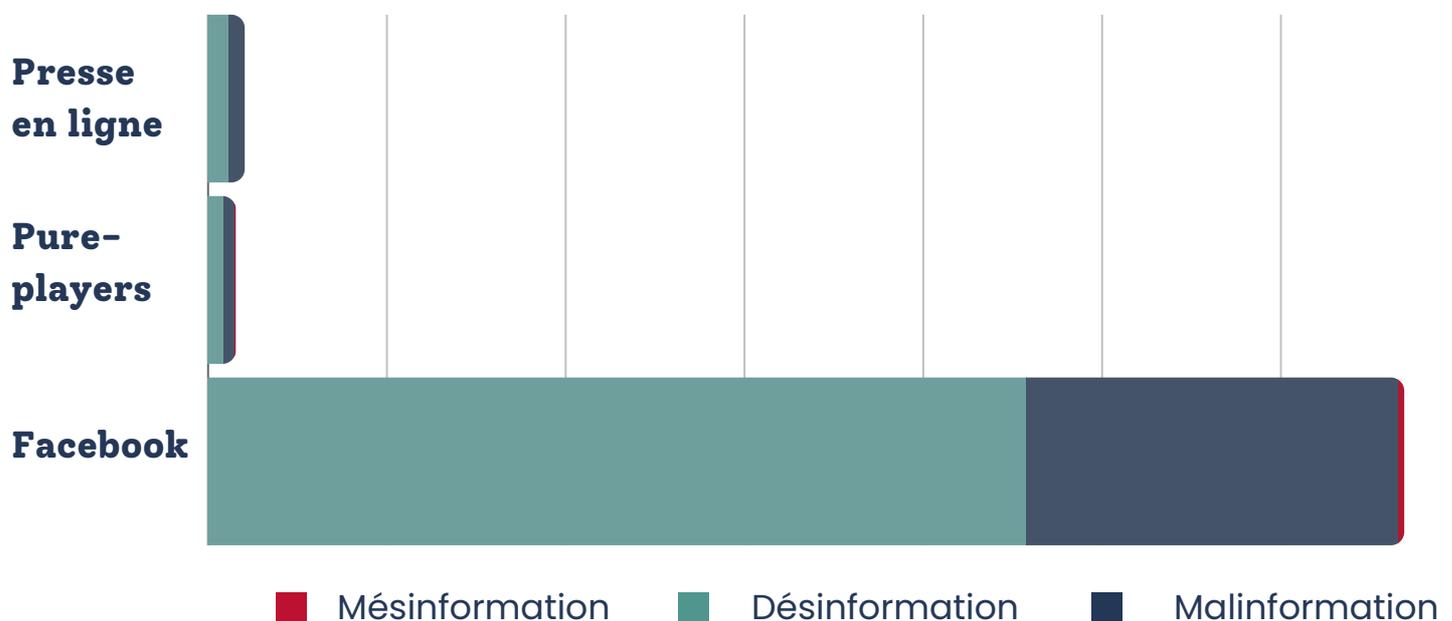
Il s'agit ici de déterminer le format d'expression le plus utilisé par les différents utilisateurs de Facebook. Le graphique ci-après démontre que le format texte est le plus utilisé pour véhiculer des MDM, dans la mesure où 54,1% d'entre elles sont véhiculées sous forme de texte. Pour cause, le format texte permet une transmission rapide et concise des informations, ce qui est crucial dans le contexte de la viralité sur les réseaux sociaux. Aussi, les textes permettent de détailler les informations et de les manipuler facilement. Il convient de souligner que dans la majorité des cas, le format texte est utilisé sur Facebook dans les commentaires, malgré le fait que certaines sources utilisent également uniquement le texte pour poster sur le réseau social.

Concernant les formats mixtes, alliant les textes et vidéos ainsi que les textes et images, ceux-ci constituent respectivement 17,9% et 14,2% des 1338 MDM recensées sur Facebook durant la période d'analyse. Ces formats mixtes, qui totalisent 32,1% des fausses informations sur le réseau social Facebook, constituent un moyen privilégié pour capter l'attention des utilisateurs et transmettre les messages de manière plus claire. En effet, ces formats allient l'impact visuel des images et des vidéos avec la clarté et la simplicité des textes. D'une manière générale, ces formats mixtes sont utilisés dans les publications. Il s'agit, dans la plupart des cas, de vidéos ou d'images accompagnées de légendes.

En outre, 11,4% des MDM répertoriées sur Facebook adoptent le format vidéo. Durant la précampagne, et la campagne électorale des législatives de 2024, ce format a notamment été utilisé dans le cadre du partage de l'émission quotidienne « Miaramanonja » sur le réseau social Facebook. Aussi, les candidats utilisent fréquemment les vidéos pour relayer leurs activités dans le cadre de la campagne électorale.



LES CATÉGORIES DE MDM



Base: 1410

La représentation graphique ci-dessus met en exergue les différentes catégories de MDM selon les canaux de communication. Il convient de rappeler que sur les 1410 MDM à vocation politico-électorale recensées durant la période d'analyse, 31 d'entre elles ont été recensées dans la presse en ligne, 1338 sur Facebook, et enfin 41 dans le pure-players de l'information madagascar-tribune.com. Sur les 31 MDM répertoriées dans la presse en ligne, 18 ont été catégorisées en tant que désinformation, 12 en tant que malinformation et 1 en tant que mésinformation. Sur les 1338 MDM sur Facebook, 915 sont classées dans la typologie de désinformation, 417 en tant que malinformation et 6 mésinformations. Pour le pure-players de l'information madagascar-tribune.com, sur 41 MDM recensées, 23 d'entre elles sont catégorisées en tant que désinformation, contre 18 cas de malinformation, tandis qu'aucun cas de mésinformation n'a été répertorié sur ce média.

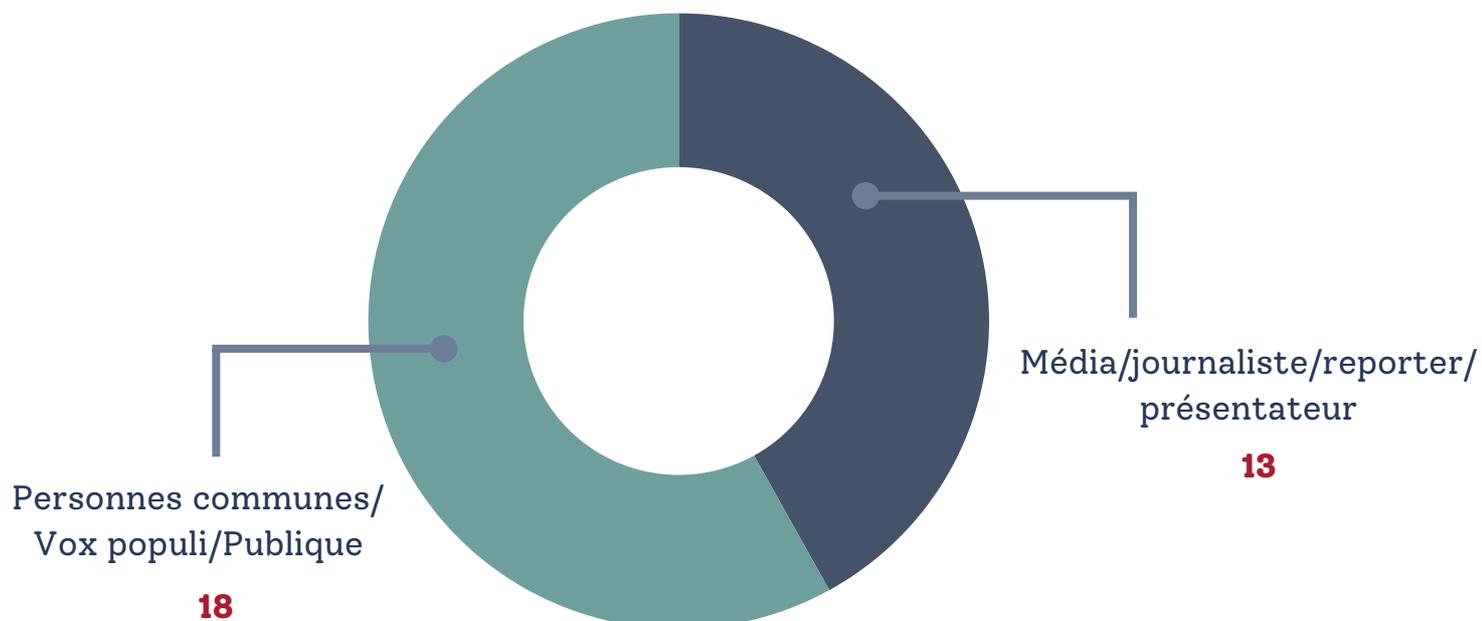
Ces chiffres indiquent que la désinformation est la typologie la plus récurrente dans ces 3 canaux de communication, dans la mesure où 68% des MDM sur Facebook, 58% des MDM dans la presse en ligne et 56% des MDM sur madagascar-tribune.com sont classées comme désinformation. Cette prédominance est due au fait que la désinformation est plus répandue et efficace dans un contexte électoral, dans la mesure où cette catégorie MDM est diffusée de manière intentionnelle afin de tromper et influencer l'opinion publique. Bien que moins fréquente que la désinformation, la malinformation est également présente, à hauteur de 39% dans la presse en ligne, de 31% sur Facebook, et de 44% sur madagascar-tribune.com. Enfin, la mésinformation est quasi-inexistante dans ces trois canaux de communication, avec seulement 1 cas dans la presse en ligne et 6 cas sur Facebook.

LES PRINCIPALES SOURCES DES MDM

LES PRINCIPALES SOURCES DE MDM DANS LES SITES DE PRESSE EN LIGNE

Le diagramme circulaire présent permet de représenter les principaux profils auteurs de MDM dans la presse en ligne. Au vu de ce diagramme, les personnes communes participent à la propagation des MDM dans la presse en ligne, à hauteur de 58%, tandis que les professionnels de l'information véhiculent également des informations sensibles en ligne, à hauteur de 42%.

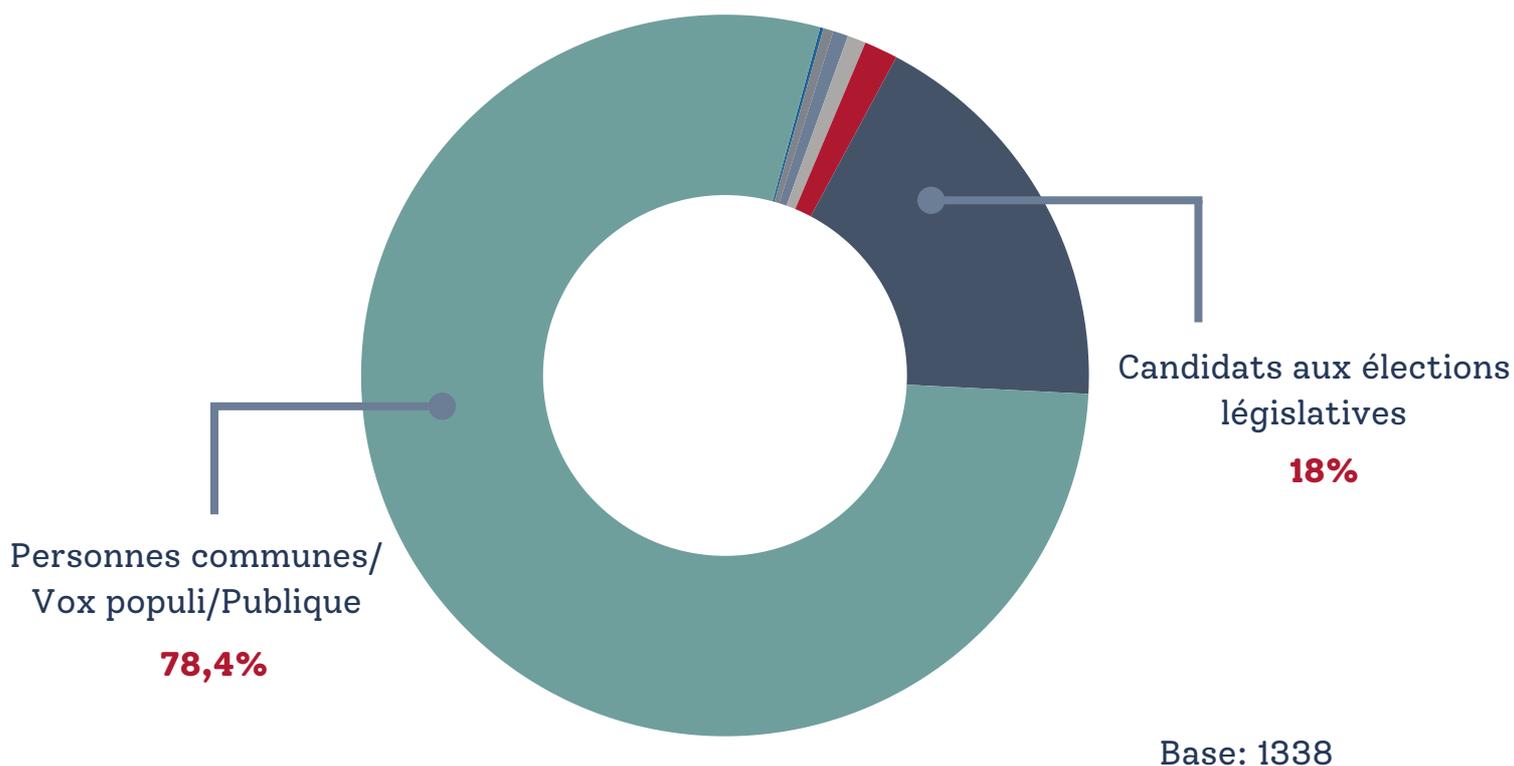
Ces données démontrent que la majorité des MDM recensées dans la presse en ligne émanent de sources non professionnelles, souvent des citoyens ou des utilisateurs anonymes. Dans ce cas-ci, les MDM provenant de personnes communes sont exclusivement recensées dans les commentaires des articles publiés par la presse en ligne. En effet, les internautes réagissent souvent en postant des commentaires, notamment lorsqu'il s'agit d'un sujet d'actualité. D'autre part, les professionnels de l'information contribuent également à la propagation de MDM. Pour cause, à Madagascar, la presse est souvent teintée par la politique, et, dans ce sens, les journalistes sont contraints de suivre la ligne éditoriale imposée par leur patron de presse, qui sont, dans la plupart des cas, des politiciens.



Base: 31

LES PRINCIPALES SOURCES DES MDM

LES PRINCIPALES SOURCES DES MDM SUR FACEBOOK

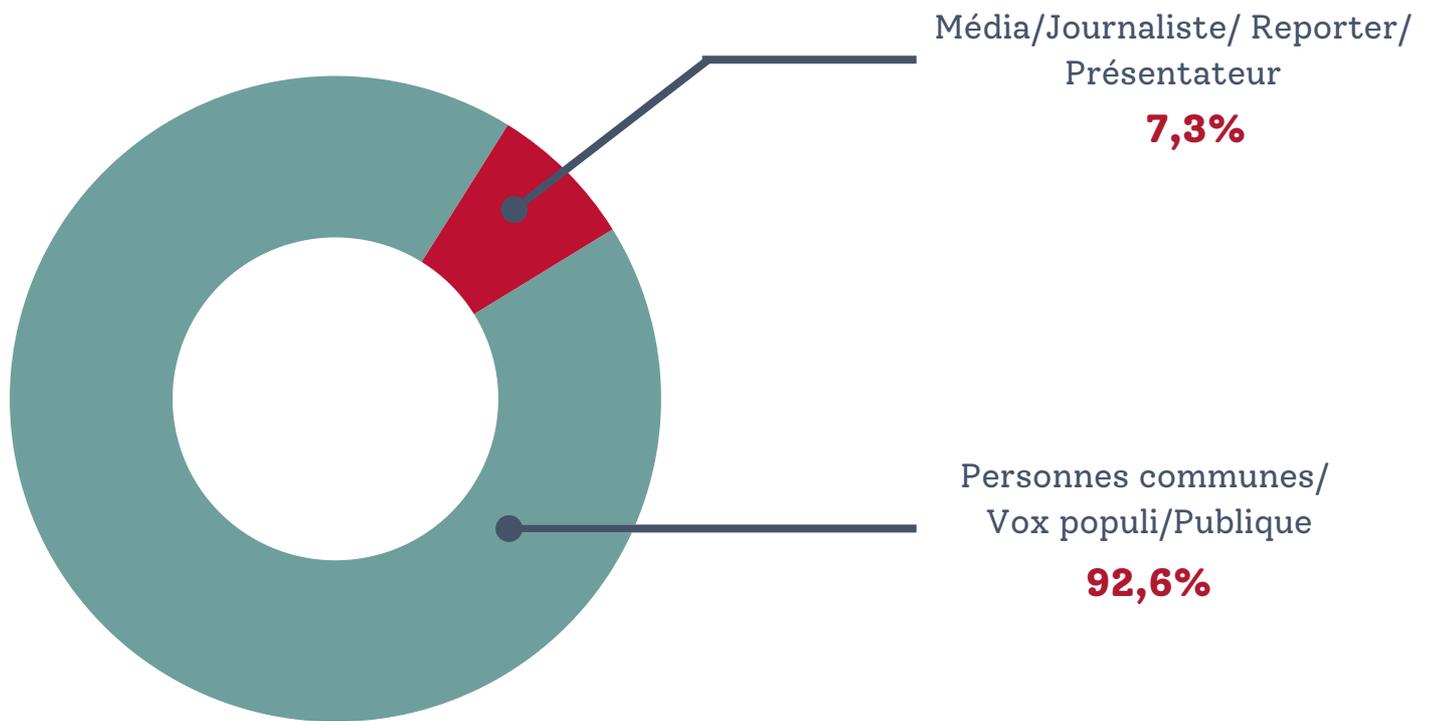


Ce graphique représente les principales sources de MDM sur le réseau social Facebook. Ainsi, sur 1338 MDM recensées sur ce média social, 1049 d'entre elles proviennent de personnes communes ou citoyens lambda, 241 sont véhiculées par les candidats aux élections législatives sur leur page officielle ou leur compte personnel, 20 sont émises par des leaders d'opinion, 11 par les partis politiques, 9 par les comités de soutien des candidats aux législatives, et enfin 6 MDM sont formulées par des professionnels de l'information.

Ces données exposent une prédominance des citoyens ordinaires dans la propagation des MDM à vocation politico-électorale recensées sur Facebook. En effet, ces derniers, qui contribuent à véhiculer 78,38% des MDM sur Facebook, jouent un rôle actif dans la propagation de fausses informations. La facilité d'accès à ce réseau social, et la capacité des utilisateurs à partager rapidement une information sans nécessairement vérifier sa véracité, constitue une des causes principales. Pour leur part, les candidats aux élections législatives sont également auteurs de MDM sur leur page ou leur profil Facebook. 18,01% des MDM recensées sur Facebook proviennent effectivement des candidats aux législatives. Ces derniers utilisent notamment diverses tactiques de manipulation d'informations, ou de divulgation d'informations censées rester confidentielles, afin d'influencer l'opinion publique, et, le plus souvent, afin de ternir l'image de leurs concurrents.

LES PRINCIPALES SOURCES DES MDM

LES PRINCIPALES SOURCES DE MDM DANS LES PURE-PLAYERS



Base: 41

Pour le pure-players de l'information madagascar-tribune.com, sur 41 MDM politico-électorales recensées, 38 d'entre elles sont émises par des personnes communes, contre 3 MDM attribuées à des professionnels de l'information.

Près de 92,68% des MDM répertoriées sur madagascar-tribune.com sont issues de personnes communes, si 7,32% d'entre elles sont émises par des professionnels de l'information. La faible contribution de ces derniers à la propagation des MDM indique une certaine responsabilité éthique, et témoigne de leur professionnalisme ainsi que de leur neutralité dans le traitement des informations ayant trait à la politique et aux élections. En revanche, les internautes sont les principaux vecteurs de MDM sur madagascar-tribune.com. Hormis la facilité d'accès à cette plateforme en ligne et le manque de contrôle éditorial, les personnes qui désirent commenter les articles parus sur ce média numérique bénéficient de l'anonymat et en profitent ainsi pour véhiculer des MDM.

LES PRINCIPALES SOURCES DES MDM

LES PRINCIPALES SOURCES DE MDM SELON LEUR GENRE

				
 Presse en ligne	4	7	2	18
 Facebook	483	604	13	238
 Pure-players		1	2	38

Base: 1410

La présente infographie illustre le genre des sources de mésinformations, désinformations et malinformations à vocation politique et électorales recensées dans la presse en ligne, sur Facebook et sur les pure-players de l'information madagascar-tribune.com. Ces données indiquent que sur les 1410 MDM recensées au niveau de ces plateformes en ligne entre le 22 avril et le 31 mai 2024, 488 MDM (34,6%) d'entre elles sont véhiculées par des individus de sexe féminin, 613 MDM (43,5%) proviennent d'individus de sexe masculin, tandis que les groupes d'individus ont véhiculé un total de 15 MDM (1,1%) recensées dans les plateformes en ligne confondues. Par ailleurs, le genre des sources de MDM n'a pas pu être identifié pour 294 informations sensibles répertoriées sur les plateformes en ligne, soit près de 20,9% du total.

En outre, les données ci-dessous indiquent que la majorité des fausses informations répertoriées sur Facebook sont véhiculées par des hommes et des femmes, avec respectivement 613 et 483 MDM. La même tendance est observée du côté des groupes d'individus, dans la mesure où les 13 MDM formulées par des groupes ont été recensées sur Facebook. Aussi, Facebook compte 238 MDM, dont le genre de la source n'a pas été identifiable, soit environ 17,8% des MDM recensées sur cette plateforme.

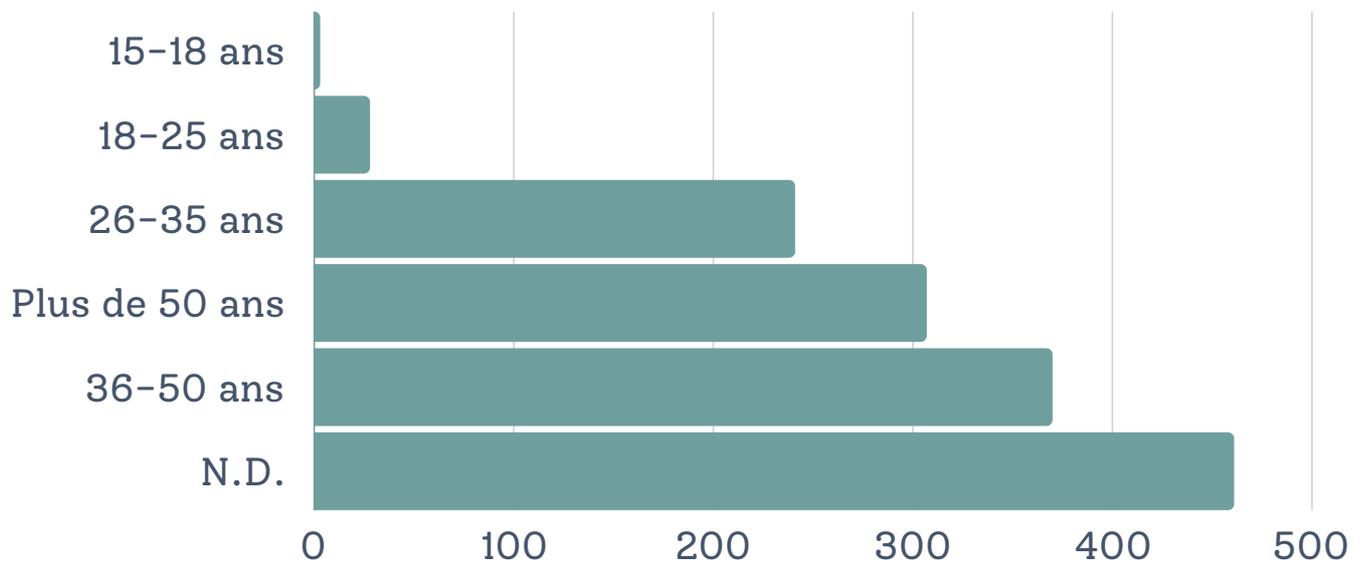
LES PRINCIPALES SOURCES DES MDM

La diffusion de MDM par des individus de sexe féminin dans la presse en ligne et sur le pure-players madagascar-tribune.com est relativement faible, car le genre féminin n'a véhiculé que 4 MDM dans la presse en ligne, et 1 MDM sur madagascar-tribune.com. Les MDM formulées par des individus de sexe masculin est également peu présente sur ces deux plateformes, mais légèrement supérieures à celles formulées par des individus de sexe féminin, avec 7 MDM dans la presse en ligne et 2 sur madagascar-tribune.com. Les groupes d'individus sont également moins enclins à diffuser des MDM dans la presse en ligne et sur madagascar-tribune.com, dans la mesure où 2 informations sensibles émanant de groupes ont été répertoriées dans la presse en ligne et aucune n'a été recensée sur madagascar-tribune.com. En revanche, les MDM dont le genre de la source n'a pas pu être identifiée sont particulièrement présentes sur madagascar-tribune.com, avec 38 sur 41 MDM, ainsi que sur la presse en ligne (18 sur 31 MDM).

En somme, ces chiffres témoignent du fait que les individus de sexe masculin sont les principaux auteurs de MDM sur Facebook, tandis que les femmes sont également impliquées, mais dans une moindre mesure. Certaines études suggèrent que les hommes ont parfois des opinions politiques plus polarisées que les femmes, les amenant parfois à partager des informations biaisées ou trompeuses qui correspondent à leurs convictions politiques, sans tenir compte de leur véracité. Ces données confirment également une forte proportion de MDM dont le genre de la source n'est pas identifiable, à raison de 20,9% des MDM recensées sur les plateformes en lignes confondues. En effet, les sources de MDM utilisent des stratégies astucieuses pour dissimuler leur véritable identité, rendant difficile leur identification. Cette situation est surtout prévalente au niveau de la plateforme Facebook et des pure players de l'information. Les acteurs de MDM utilisent également diverses techniques pour masquer leur identité en ligne, notamment à travers l'utilisation de faux comptes.

LES PRINCIPALES SOURCES DES MDM

LES PRINCIPALES SOURCES DES MDM SELON LEUR TRANCHE D'ÂGE



Base: 1410

Sur 1410 informations sensibles recensées sur Facebook, dans la presse en ligne et sur le pure players de l'information dans le contexte électoral de 2024, la tranche d'âge des sources de 370 MDM est classé dans la tranche d'âge de 36 à 50 ans, les individus dans la tranche d'âge de plus de 50 ans ont véhiculé 307 MDM sur ces médias en ligne, 241 MDM ont été véhiculées par les individus dans la tranche d'âge comprise entre 26 à 35 ans, tandis que les individus dans la tranche d'âge entre 18 à 25 ans ont propagé 28 fausses informations, contre 3 MDM pour les individus entre 15 à 18 ans. Enfin, la tranche d'âge des auteurs de 461 MDM n'a pas pu être identifiée.

Les statistiques présentées dans le graphe ci-dessous soulignent que les individus issus de la tranche d'âge de 36 à 50 ans et ceux de la tranche d'âge de plus de 50 ans sont les plus impliqués dans la diffusion de fausses informations politico-électorales sur les plateformes en ligne, car ces tranches d'âge véhiculent respectivement 26,2% et 21,8% des MDM sur ces plateformes. Ces chiffres témoignent du fait que les individus classés dans ces tranches d'âge sont souvent politiquement et socialement engagés. Aussi, les jeunes adultes issus de la tranche d'âge de 26 à 35 ans, qui sont très actifs sur les réseaux sociaux, contribuent significativement à la diffusion de fausses informations (17,1%), notamment à cause de leur familiarité avec les technologies de l'information, leur facilitant la création de contenus en ligne. De leur côté, les jeunes et adolescents, classés dans la tranche d'âge de 18 à 25 ans et 15 à 18 ans semblent moins enclins à véhiculer des informations sensibles, malgré leur forte présence en ligne. Ces tranches d'âges semblent témoigner un moindre intérêt pour les contenus politiques et utilisent les réseaux sociaux ainsi que les plateformes en ligne à d'autres fins.

LES MDM SELON LEUR NIVEAU DE RISQUE

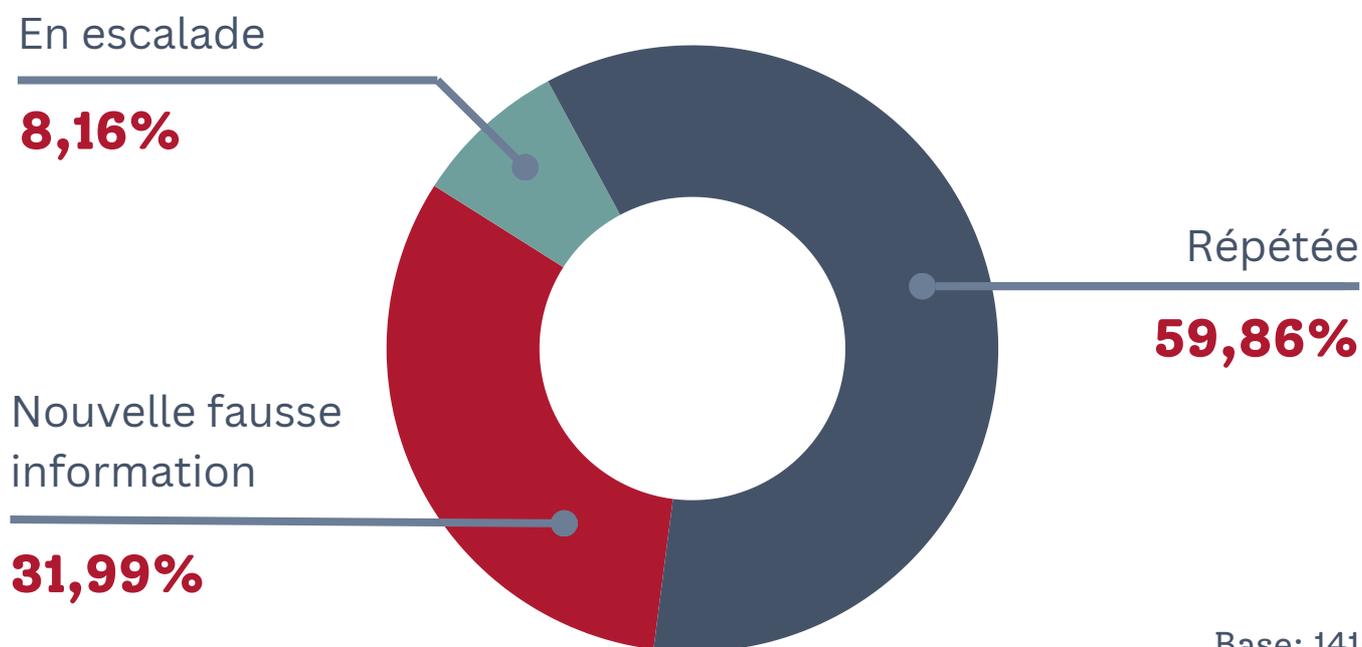
Dans le cadre de ce document, l'évaluation du risque d'une information sensible repose sur le contenu du discours. L'objectif est de déterminer si le discours vise à nuire à la crédibilité et aux enjeux des élections, et s'il peut avoir des conséquences directes sur le processus électoral. Le statut de l'auteur de l'information sensible est également pris en compte. Une information peut être jugée à risque moyen ou élevé si elle émane d'une personne influente, telle qu'un politicien, un leader d'opinion, un candidat aux élections législatives ou un membre de l'administration publique. En revanche, une MDM peut être considérée à risque faible si elle provient d'un citoyen ordinaire. De plus, pour la plateforme Facebook et les acteurs de l'information en ligne, l'évaluation du risque tient compte du niveau d'engagement de la communauté en ligne. Une information peut être évaluée à risque moyen, voire élevé, en fonction du nombre de réactions, de partages ou de commentaires générés par l'article, la publication ou le commentaire.

Les données ici présentes indiquent que sur 1410 MDM recensées sur ces plateformes, 799 d'entre elles ont été évaluées à faible risque, 574 à moyen risque, et 37 à risque élevé. A cet effet, plus de la majorité des informations sensibles sont classées comme à faible risque, indiquant ainsi que leur impact potentiel sur l'opinion publique et sur les résultats électoraux s'avèrent relativement limité. Une forte proportion d'informations à risque moyen a également été observée dans les plateformes en ligne. Ces informations à caractères trompeurs et manipulés présentent des enjeux relativement élevés et sont généralement destinés à semer le doute quant au caractère équitable, transparent et inclusif des élections, et sont également susceptibles de polariser l'opinion publique. Enfin, les MDM à haut risque, bien que peu nombreuses, sont particulièrement dangereuses, vu leurs impacts potentiels sur le changement de comportement des électeurs. De plus, ces informations sensibles à risque élevé peuvent générer des troubles politiques et sociaux, et compromettent l'intégrité du processus électoral.

Il convient de noter que les fausses informations politico-électorales classées à haut risque dans le contexte électoral de 2024 ont toutes été répertoriées sur le réseau social Facebook. La majorité d'entre elles ont été véhiculées par des candidats aux élections législatives. Elles portent notamment sur des allégations de fraudes massives envers ou contre un candidat, de graves accusations sur des prétendues menaces et intimidations qu'auraient formulé des candidats aux législatives et leurs partisans envers des adversaires politiques, sur des présumées actes d'agressions perpétrés par des camps politiques adverses, voire des actes criminels ciblant des candidats aux législatives.

Risque élevé	2,62%
Risque moyen	40,71%
Risque Faible	56,67%

LA RÉCURRENCE DES MDM DANS LES MÉDIAS



Ces données révèlent la fréquence des MDM à vocation politique et électorale recensées sur Facebook, dans la presse en ligne et sur le pure-players de l'information madagascar-tribune.com. Entre le 22 avril et le 31 mai 2024, l'unité de monitoring des médias de l'ONG CID a identifié 1410 MDM sur ces plateformes en ligne. Près de 59,9% d'entre elles sont répétées, 32% des nouvelles informations sensibles, et enfin 8,2% sont jugées en escalade.

La répétition des fausses informations dans le contexte politique et électoral souligne l'importance de la réitération et de la persistance dans la stratégie de manipulation de l'information. D'une manière générale, les informations sensibles répétées visent à renforcer une idéologie politique, ou encore à ternir l'image d'un camp politique, voire d'un candidat à une élection. Dans une certaine mesure, la répétition d'une MDM présente potentiellement des répercussions négatives sur la démocratie et la compréhension publique des enjeux politiques. Ces informations sensibles visent en effet à renforcer les fausses croyances et à les légitimer auprès des consommateurs de l'information.

Quant aux nouvelles fausses informations, qui représentent plus du tiers des MDM recensées par l'unité de monitoring des médias, celles-ci confirment l'existence d'acteurs actifs dans la création d'informations manipulées et déformées dans le contexte de la dynamique politique et électorale. Ces contenus trompeurs classés en tant que nouvelles fausses informations peuvent être véhiculés par les mêmes sources ou relayés par de nouvelles.

Bien qu'elles présentent une proportion relativement faible comparées aux MDM répétées et les nouvelles MDM, celles en escalade démontrent un potentiel de viralité plus élevé. Les MDM en escalade indiquent une amplification volontaire d'une information sensible, afin d'accentuer son impact au niveau de la communauté en ligne.

LES SUJETS DES MDM LES PLUS ABORDÉS

Cette section présente les sujets de MDM les plus abordés sur Facebook, sur le pure players de l'information madagascar-tribune.com et dans la presse en ligne à Madagascar dans le contexte des élections législatives de 2024. Les chiffres fournis dans le graphe ci-dessous indiquent que 35,82% des 1410 MDM répertoriées dans le cadre du monitoring des médias entre le 22 avril et le 31 mai 2024, sont axées sur le sujet de la dynamique politique, 20,07% portent sur l'organisation des élections, 19,50% se focalisent sur la participation aux élections. D'autre part, les MDM portant sur la gouvernance, ont également été abordées sur ces plateformes en ligne, bien que dans une moindre mesure (3,76%). Il en est de même pour les informations sensibles touchant les lois électorales (0,99%) et la Commission Électorale Nationale Indépendante (0,43%).

Etant donné que la période d'analyse est caractérisée par la période de précampagne et de la campagne électorale des élections législatives, il est logique que les sujets relatifs à la dynamique politique, l'organisation des élections et la participation aux élections soient les plus évoqués par les acteurs de l'information en ligne, représentant plus de 75% des MDM. Les MDM véhiculées durant cette période portent notamment sur les rapports de force entre les différents acteurs politiques, les alliances et rivalités entre les états-majors politiques, les stratégies de campagne électorale, ainsi que les critiques acerbes envers les organes en charge de l'organisation des élections, en l'occurrence la Haute Cour Constitutionnelle ou encore la Commission Electorale Nationale Indépendante. Les sujets relatifs à la participation aux élections portent sur les contenus trompeurs et manipulés diffusés par les candidats et leur comité de soutien pour discréditer ou ternir l'image de leurs concurrents.

Malgré le fait que les sujets relatifs à la gouvernance, aux lois électorales et à la Commission Electorale Nationale Indépendante en elle-même ont été moins fréquemment abordés, les MDM touchant ces sujets s'avèrent cruciaux dans la perception de la légitimité et de l'intégrité du processus électoral des législatives de 2024 à Madagascar.



Base: 1410

LES PRINCIPALES CIBLES DES MDM

L'objectif de cette section consiste à mettre en exergue les principales cibles des mésinformations, désinformations et malinformations à caractère politique et électorale répertoriées sur Facebook, dans la presse en ligne, et sur le pure-players madagascar-tribune.com, entre le 22 avril et le 31 mai 2024.

Les données présentées dans le schéma ci-après indiquent que plus du quart (28,6%) des MDM recensées durant la période d'analyse ciblent les candidats aux législatives. En effet, ces derniers sont victimes de campagnes de dénigrement, étant donné que certains auteurs de contenus trompeurs usent diverses stratégies pour discréditer ou nuire à l'image des candidats. Une focalisation qui s'explique par la visibilité accrue des candidats aux législatives pendant la précampagne et la campagne électorale.

Les partis politiques occupent également une place centrale dans l'attention médiatique, dans la mesure où plus du dixième des MDM (11,4%) visent les partis politiques et les politiciens, et ce en raison du contexte politique et électoral des législatives de 2024. Il convient de souligner que la coalition politique présidentielle IRMAR ou Isika Rehetra Miaraka Amin'i Andry Rajoelina et leurs partisans ont été visées par de nombreuses informations sensibles, dont la plupart accusent les membres d'organiser des fraudes électorales dans le but de faire élire leurs candidats.

Plus de 30% des MDM politico-électorales touchent le pouvoir en place ; les organes constitutionnels, en l'occurrence la Haute Cour Constitutionnelle (HCC) ; et l'Organe en charge des élections, à savoir la Commission Électorale Nationale Indépendante et ses démembrements, soit respectivement 10,5%, 10,3% et 10,1% du total des MDM recensées entre le 22 avril et le 31 mai 2024. Les fausses informations ciblant ces entités portent notamment sur des accusations sur leur prétendu manque de neutralité dans l'organisation des élections, voire sur leur complicité avec les candidats issus de la coalition politique présidentielle pour faire élire ces derniers. Par ailleurs, la HCC et la CENI ont particulièrement été ciblées par les MDM, notamment par rapport à leur mutisme vis-à-vis des tournées régionales organisées par le président de la République, une semaine après l'ouverture de la campagne électorale des législatives de 2024. En effet, les politiciens de l'opposition et leurs partisans se sont montrés très critiques par rapport à ces déplacements présidentiels, que l'opposition qualifie de campagne électorale déguisée en faveur des candidats aux législatives de l'IRMAR.

Le président de la République, Andry Rajoelina a également été une cible privilégiée de MDM, dans la mesure où 7,1% des 1410 MDM ont été adressées au Chef de l'État. Mis à part les propos dénigrants l'accusant de colon, d'autocrate, et d'opresseur, les auteurs de MDM reprochent également le locataire d'Iavoloha d'avoir accédé au pouvoir de manière frauduleuse en 2018 et en 2023 et de vouloir faire en sorte de faire élire les candidats de l'IRMAR pour assurer sa stabilité à la tête de l'Etat. En outre, Andry Rajoellina a été fortement critiqué à cause de sa tournée régionale, ayant débuté une semaine après l'ouverture de la campagne électorale des élections législatives. Dans le cadre de ses déplacements dans les districts de Madagascar, il a procédé à la remise d'infrastructures aux populations des localités qu'il a visitées. Les critiques portées à son encontre concernent des allégations de non-respect de la neutralité de l'administration et des lois électorales.

LES PRINCIPALES CIBLES DES MDM

Les cibles de MDM	Pourcentage
Candidat aux élections législatives	28,58%
(Membre) Parti politique	11,44%
Pouvoir en place	10,48%
Organes constitutionnels	10,34%
OGE (CENI,OVEC)	10,06%
Administration publique en général	8,09%
Président de la République	7,08%
Processus électoral	4,14%
Pouvoir judiciaire	2,62%
Comité de soutien	2,30%
Armée et police	1,24%
N.D.	1,06%
Autres	0,74%
(Membre) Gouvernement	0,51%
Communauté internationale	0,41%
Personnes communes/Vox populi/Publique	0,32%
Sénat(eurs)	0,32%
(Membres) Assemblée nationale	0,09%
Figures religieuses	0,09%
Leader d'opinion	0,05%
Minorités	0,05%

FOCUS SUR LES ÉTUDES DE CAS DE MDM

Cette section présente une compilation des informations sensibles relevées par l'unité de monitoring des médias de CID du 22 avril au 31 mai 2024, passées par un recoupement effectué en collaboration avec des journalistes et des organisations de la société civile partenaires afin d'alimenter les activités d'éducatives aux médias.

Etude de cas 1:

Une information sensible a été répertoriée dans le groupe de discussion public sur Facebook, INFO DU JOUR.MG. Il s'agit d'un extrait du journal télévisé de la chaîne MBS, partagé par un utilisateur de Facebook. Dans cet extrait vidéo, le journaliste rapporte l'information selon laquelle des individus auraient sillonné le fokontany d'Ankadindratombo pour amasser les numéros de cartes nationales d'identité de riverains de ce quartier, en échange de 3000 ariary. Interviewé par la chaîne MBS, l'ancien maire de la Commune rurale d'Alasora et candidat aux législatives dans le district d'Antananarivo Avaradrano, Jimmy Randriantsoa, affirme que ces individus prétendent agir en son nom, information qu'il a tenu à démentir. Dans le même extrait, le journaliste de la chaîne MBS fait également savoir que des individus non identifiés auraient également essayé d'acheter les numéros de CNI des citoyens dans le 1er arrondissement de la Commune Urbaine d'Antananarivo. Véhiculée par une personnalité publique et partagée sur un groupe de discussion à forte audience, cette information peut soulever des doutes quant au caractère équitable et transparent des législatives, d'autant plus qu'elle survient dans un contexte politique assez tendu. Pour cause, son auteur dénonce une tentative d'achat de voix.

Recoupement 1:

Au cours d'une descente dans plusieurs quartiers de la commune d'Alasora, le Chef du Fokontany Est-Mahazoarivo, Rasoarinaivo a infirmé l'information selon laquelle des tierces personnes collecteraient des photocopies et des numéros de cartes nationale d'identité de riverain en échange de 3000 Ariary aux fins de fraudes électorales. Ce responsable a par ailleurs indiqué que, comme chaque année, la Commune d'Alasora recueille les photocopies de CNI de personnes âgées afin que ces dernières bénéficient d'aides sociales. Rasoarinaivo de préciser que les personnes âgées en question sont inscrites dans le registre du Fokontany Est-Mahazoarivo. Pour sa part, le Chef du Fokontany d'Ankadindratombo, Daniel Rakotondratsimba indique qu'il a eu vent de ces faits, et affirme également avoir été contacté au téléphone par le Commandant de la Brigade de la Gendarmerie nationale d'Alasora à ce sujet, bien qu'aucune preuve n'ait été trouvée à ce jour.

De son côté, Jimmy Randriantsoa, ancien maire de la Commune rurale d'Alasora et candidat aux législatives dans le district d'Antananarivo Avaradrano, affirme que ce genre de pratique frauduleuse est monnaie courante à Madagascar. D'après lui, un membre du parti politique Tiako I Madagasikara résidant à Ankadindratombo l'a informé du fait que des individus faisaient du porte-à-porte pour collecter les photocopies CNI des riverains en échange de 3000 Ariary.

FOCUS SUR LES ÉTUDES DE CAS DE MDM

Ce dernier affirme avoir dépêché des émissaires à Ankadindratombo afin de connaître les tenants et aboutissants de l'histoire, mais à leur arrivée, les individus en question ont pris la fuite. Le candidat du Firaisankina dans le district d'Avaradrano craint que ces photocopies CNI servent à manipuler la liste électorale. Face à cette situation, Jimmy Randriantsoa compte déposer plainte contre X auprès des autorités compétentes. Profitant de l'occasion, il a lancé un appel à la cessation de tels agissements qui portent atteinte au caractère transparent des élections. L'ancien maire de la commune d'Alasora a également réclamé la prise de responsabilité de la Haute Cour Constitutionnelle et de la Commission Électorale Nationale Indépendante face à cette situation.

Etude de cas 2:

Dans une publication sur sa page Facebook, le député Paul Bert Rahasimanana, connu sous le nom de Rossy, rapporte l'objet de son entretien avec le Préfet d'Antananarivo, pour lui faire part du fait que les chefs Fokontany du 4ème arrondissement d'Antananarivo auraient été victimes d'intimidation de la part de deux candidats aux législatives dans sa circonscription électorale, les menaçant de destitution s'ils ne soutiennent pas les candidats en question, et qu'ils seraient remplacés par les proches de ces derniers. Paul Bert Rahasimanana cite nommément les candidats incriminés. Rossy de souligner que ces candidats ne sont plus des délégués d'arrondissement à Tana IV et n'ont aucun droit de donner des ordres ni d'exercer des pressions quelles qu'elles soient, ni à l'égard de chef district, ni envers des agents au niveau des Fokontany.

Cette information s'avère particulièrement sensible et risque d'aggraver les tensions politiques, voire de déclencher un conflit entre les partisans de Paul Bert Rahasimanana et ceux des deux candidats incriminés. Aussi, les accusations publiques formulées par Rossy peuvent nuire à la réputation des deux candidats incriminés et semer le doute quant à la neutralité de l'administration.

Recoupement 2:

Lors d'un entretien avec un journaliste, Rossy a indiqué que 14 chefs Fokontany dans le 4ème arrondissement de la capitale ont été récemment remplacés. Il a notifié les autorités et les juridictions compétentes de ce qu'il qualifie d'« actes d'intimidation et d'oppression ». Joint au téléphone, le Préfet de Police d'Antananarivo, le Général Angelo Ravelonarivo a quant à lui confirmé le remplacement de ces responsables de Fokontany, en précisant que cette décision a été prise suite à une proposition du Délégué au Maire du 4ème arrondissement. Selon les explications du Préfet de Police d'Antananarivo, ces chefs Fokontany ont été remplacés pour non-respect de la neutralité de l'administration, mais aussi à cause de leur âge avancé. Le Général Angelo Ravelonarivo de renchérir qu'il existe des preuves attestant que les chefs Fokontany en question soutiennent le candidat Rossy. En revanche, le Préfet de Police d'Antananarivo a réfuté les propos de Rossy, selon lesquels le limogeage des chefs fokontany en question fait suite à une directive de Désiré Rafidimanana, candidat aux législatives dans le 4ème arrondissement.

FOCUS SUR LES ÉTUDES DE CAS DE MDM

De son côté, le Délégué au Maire du 4ème arrondissement, Harentsoa Andry Razafindrakoto affirme que le remplacement de chefs Fokontany relève du pouvoir exclusif du Préfet. Aussi, il nie catégoriquement avoir reçu de directives allant dans ce sens. Sur le même ton, l'ancien délégué du 4ème arrondissement et actuel candidat aux législatives, Désiré Rafidimanana a indiqué n'avoir ni le pouvoir ni les attributions de donner des ordres au Délégué au Maire afin de remplacer les chefs Fokontany, tout en soulignant que ce dernier était son ancien supérieur hiérarchique au niveau du 4ème arrondissement. Il réfute également les allégations de pressions exercées sur les chefs Fokontany.

Etude de cas 3:

Il s'agit d'une publication sur le groupe de discussion public sur Facebook Real TV Madagasikara, qui accuse le chef de la Circonscription Scolaire d'Antananarivo Avaradrano de donner des ordres aux chefs des Zones Administratives et Pédagogiques de ce district afin de recueillir des cartes nationales d'identité de riverains et de les remettre au maire démissionnaire de la commune d'Ankadikely Ilafy, qui se trouve être un candidat aux législatives issu de la plateforme politique « Isika Rehetra Miaraka amin'i Andry Rajoelina » (IRMAR) à Antananarivo Avaradrano.

En signalant des allégations de pratiques frauduleuses impliquant des fonctionnaires de l'État au profit d'un candidat aux élections législatives, cette information influe sur la transparence du processus électoral, d'autant plus qu'elle est véhiculée sur un groupe de discussion à forte audience. Pour cause, l'auteur de la publication accuse les personnes incriminées de tentative de fraudes électorales.

Recoupement 3:

Le chef de la Circonscription Scolaire du district d'Antananarivo Avaradrano, Aina Nambinintsoa Ratsimandresy a nié en bloc les dénonciations portées à son encontre. Il affirme n'avoir donné ni ordre ni consigne aux chefs des Zone d'Administration Pédagogique d'Antananarivo Avaradrano afin que ces derniers collectent les CNI d'habitants de ce district, d'autant plus qu'il n'existe aucune preuve de ces accusations. D'après lui, ce genre d'accusation, qu'il qualifie de calomnieuse, vise uniquement à porter atteinte au caractère transparent des élections législatives. Préférant garder l'anonymat, un responsable de la Zone d'Administration Pédagogique d'Ambohimalaza, dans le district d'Avaradrano, indique n'avoir jamais entendu parler de ces agissements. Ce responsable a toutefois indiqué que des messages d'incitation à voter en faveur du candidat pro-régime ont circulé au niveau des enseignants de la ZAP, bien qu'il ignore l'origine de ces messages.

A noter que l'activité de recoupement de cette information sensible a coïncidé avec l'inauguration du nouveau bâtiment de la CISCO d'Avaradrano, à Sabotsy Namehana. À cette occasion, le journaliste en charge du recoupement a relevé plusieurs faits douteux, dont la présence d'un candidat aux législatives à la cérémonie. Après la cérémonie, le candidat en question aurait convié le chef de la

FOCUS SUR LES ÉTUDES DE CAS DE MDM

CISCO et les chefs ZAP d'Avaradrano à se réunir. Autre fait marquant, une réunion à huis clos entre le maire de la commune d'Ankadikely et des individus vêtus d'Orange s'est tenue le même jour dans une salle du nouveau bâtiment.

Etude de cas 4:

Une information sensible a été recensée dans une publication partagée dans le groupe de discussion public sur Facebook, Real TV Madagasikara. Il s'agit d'une vidéo relatant un rassemblement de villageois, dans laquelle un individu qui se dit être un habitant du Fokontany de Manaovaso, dans le district de Faratsiho, dénonce des menaces qu'auraient exercées le chef de ce Fokontany. Selon les témoignages de l'individu, lui et ses compères étaient en pleine sensibilisation électorale lorsque le chef Fokontany incriminé les a interpellés, pour ensuite les menacer d'emprisonnement, au motif qu'ils faisaient de la propagande avant l'heure. Le premier responsable du Fokontany de Manaovaso aurait ajouté que la candidate aux législatives Lalatiana Rakotondrazafy serait incontestablement élue, quoi qu'il se passe.

Cette information s'avère sensible, dans la mesure où elle soulève des questionnements par rapport à la neutralité du chef du Fokontany incriminé, et peut révéler son parti pris envers le candidat cité. De plus, cet événement laisse entendre des supposées consignes données par le candidat pour faire pencher la balance en sa faveur en vue des scrutins législatifs.

Recoupement 4:

Joint par téléphone, le chef du Fokontany de Manaovaso, commune rurale de Vinaninony Sud, district de Faratsiho, Raymond Razafindraibe a nié catégoriquement les accusations portées à son encontre. Il affirme connaître chaque habitant dudit Fokontany, y compris les individus qui l'ont accusé, étant donné ses 24 années à la tête du Fokontany de Manaovaso. Il estime que ces individus ont raconté des ragots afin de ternir son image et de le démettre de ses fonctions. Des propos confortés par son adjoint, Solofo. Ayant eu vent de cette affaire, le maire de la commune rurale de Vinaninony Sud, Lantoniaina Roland Andrianantenaina a convoqué le chef fokontany de Manaovaso et son adjoint, pour leur rappeler qu'en tant que responsables des collectivités de base, ils sont tenus de respecter la neutralité de l'administration. Le maire de la commune de Vinaninony a par ailleurs indiqué qu'après cette convocation, et connaissant Raymond Razafindraibe, ce dernier a respecté la neutralité et n'a pas de favoritisme pour la candidate Lalatiana Rakotondrazafy. Contacté, l'administrateur de la page qui a été à l'origine de la publication a quant à lui confirmé le fait que le chef fokontany Manaovaso a bel et bien menacé l'individu qui a pris la parole dans la vidéo.

Etude de cas 5:

Dans un post sur sa page Facebook officielle, la candidate aux élections législatives dans le district de Faratsiho, Lalatiana Rakotondrazafy dénonce des présumés actes d'intimidation et de violences dont

FOCUS SUR LES ÉTUDES DE CAS DE MDM

son suppléant à Faratsiho serait victime. La candidate explique que la demeure du fils de son colistier aurait été incendiée dans la nuit du 5 mai 2024. Elle affirme également qu'elle et son équipe auraient été victimes de menaces quelques jours avant l'incendie. L'auteur de ces menaces aurait assuré que si Lalatiana Rakotondrazafy et son équipe ne seraient pas battues à la loyale pour les scrutins législatifs, il(s) leur rendrai(en)t la tâche ardue, notamment à travers des actes de sabotage. Elle indique avoir déposé plainte suite à ces incidents et espère que le(s) responsable(s) de ces actes seront punis par la loi. La publication est illustrée par une courte vidéo de l'incendie.

Cette information constitue une entrave au caractère paisible des élections législatives. Pour cause, son auteur décrit des actes de violence et d'intimidation prétendument orchestrés par des candidats aux législatives. Véhiculée sur la page Facebook d'une personnalité publique, et ayant été partagée à plus d'une centaine de reprises dans différents forums en ligne, cette information risque fortement de compromettre l'intégrité du processus électoral et de semer des doutes sur la légitimité des résultats des élections.

Recoupement 5:

Lors d'un entretien, Aimé Jean Clément Andrianjafy, suppléant de la candidate Lalatiana Rakotondrazafy dans le district de Faratsiho, a certifié qu'un incendie est survenu dans l'enceinte du Centre de Santé de Base du Fokontany d'Andohariana, commune urbaine de Faratsiho, lieu de résidence de son fils. Aimé Jean Clément Andrianjafy fait savoir que son fils est marié à la sage-femme du CSB, raison pour laquelle ils ont élu domicile dans l'enceinte de ce centre médical de proximité. Il n'a pas manqué de souligner que, sans l'aide des habitants dudit Fokontany, le feu se serait propagé. Une plainte a été déposée, le procès y afférent a débuté le 10 mai 2024 au Tribunal de Première Instance d'Antsirabe, a-t-il fait savoir, tout en se gardant de dévoiler l'identité du ou des prétendu(s) responsable(s) de ces actes criminels. Des propos corroborés par le maire de la commune urbaine de Faratsiho, Valoherimampionona Ranarison, qui indique que deux incendies se sont déclarés à proximité du CSB d'Andohariana en l'espace de deux jours. Selon ses dires, des personnes malintentionnées ont mis volontairement le feu à la porcherie située dans la cour du CSB d'Andohariana le 5 mai, tandis qu'un autre incendie s'est déclaré dans une broussaille avoisinant le CSB d'Andohariana la veille de l'incident. Par ailleurs, il affirme ignorer l'identité du ou des auteur(s) de ces incendies, de même pour leurs motivations. De son côté, le suppléant de Lalatiana Rakotondrazafy affirme avoir été récemment victime de menaces, ajoutant qu'il en a été la cible plus d'une fois durant ses 25 années de carrière politique.

Etude de cas 6:

Un membre du groupe de discussion public sur Facebook INFO DU JOUR véhicule l'information selon laquelle des partisans de Naivo Raholdina, candidat aux législatives dans le 5ème arrondissement de la capitale, l'auraient agressé physiquement le 15 mai 2024 vers midi, dans le quartier de Manjakaray.

FOCUS SUR LES ÉTUDES DE CAS DE MDM

L'auteur de la publication affirme avoir reçu des coups de poing et des gifles alors qu'il passait par Manjakaray pour rejoindre son travail, tandis que les partisans du candidat sillonnaient le quartier dans le cadre de la campagne électorale. Il affirme sa volonté délibérée de dévoiler son identité pour attester qu'il aurait été victime de ces agressions physiques, tout en soulignant qu'il n'aurait nullement l'intention de ternir l'image du candidat et de ses partisans.

En dénonçant des prétendues actes de violence perpétrés par les partisans d'un candidat aux législatives, cette information porte atteinte au caractère paisible du scrutin législatif, et présente des risques d'exacerber les tensions sociales et politiques au sein de la communauté. La publication a généré une soixantaine de commentaires, dont la majorité condamne les agissements des prétendus agresseurs et dénigre le candidat et ses partisans.

Recoupement 6:

Un professionnel des médias a été mobilisé dans le quartier de Manjakaray afin de procéder au recoupement de l'information sensible véhiculée dans un forum public sur le réseau social Facebook. Dans cette optique, 5 personnes résidant dans le quartier de Manjakaray, secteur II B ont été interrogées par rapport aux incidents qui se seraient produits le 15 mai 2024. Ces dernières confirment les dires de l'auteur de la publication et précisent que les faits se sont déroulés vers 11h30, alors que les partisans du candidat Naivo Raholdina traversaient ce quartier dans le cadre de la campagne électorale. Selon les témoignages, la victime de ces actes agressifs n'habite pas à Manjakaray, mais empruntait les ruelles de ce quartier pour se rendre à son travail lorsqu'il a été confronté aux partisans de Naivo Raholdina. Les riverains enquêtés ajoutent que d'autres personnes ont également été les cibles de menaces et d'agressions verbales proférées par certains partisans du candidat Naivo Raholdina. Pour sa part, le principal responsable du quartier-général du parti politique Tanora Gasy Vonona à Manjakaray s'est préservé de tout commentaire lorsqu'il a été approché. En revanche, un autre membre du parti TGV issu de ce quartier, qui a préféré rester sous couvert d'anonymat, indique que les partisans du candidat ont répondu aux moqueries et aux attaques verbales de leurs détracteurs. Il explique par ailleurs que des échauffourées se sont produits durant le passage des partisans du candidat à Manjakaray, et indique avoir entendu dire qu'un individu aurait été giflé, bien qu'il affirme ne pas en avoir été témoin direct.

Etude de cas 7:

Une information sensible a été partagée dans divers groupes de discussion publics sur Facebook, notamment sur INFO DU JOUR.MG et Real TV Madagasikara. Il s'agit d'un incident qui se serait produit dans un bureau de vote du centre de vote de Mahavatsy II, district de Tuléar I, dans la matinée du Jour J des élections législatives. L'auteur de la publication indique que le président du Fokontany de Mahavatsy II aurait refusé d'ouvrir l'urne contenant les bulletins de vote, suite à la requête de délégués de votes de candidats dans cette circonscription électorale. Ce refus aurait généré la colère de ces derniers qui auraient ensuite tabassé le chef Fokontany.

FOCUS SUR LES ÉTUDES DE CAS DE MDM

Recoupement 7:

Un professionnel des médias dépêché sur le terrain a indiqué que les faits se sont produits vers 11h30, dans un bureau de vote du centre de vote de Mahavatsy II, district de Tuléar I. Selon les précisions, les rixes ont commencé suite aux vifs échanges verbaux entre le président de Fokontany de Mahavatsy II et les délégués de vote des listes de candidats aux législatives à Tuléar I, dirigées par Soafilira Rhino, Siteny Randrianasoloniaiko, et Rabe Jules. Pour cause, ces derniers ont réclamé l'ouverture de l'urne, afin de garantir de la transparence des scrutins législatifs dans le centre de vote de Mahavatsy II. Le président dudit Fokontany a refusé cette requête, générant la colère des délégués de vote. La situation a dégénéré, dans la mesure où les délégués de vote ont tabassé le président du Fokontany, lequel a dû être évacué à l'hôpital, à cause de ses blessures, mais également pour le protéger. Les éléments des Forces de l'ordre sont intervenus, et le calme est revenu une heure après les échauffourées.

Etude de cas 8:

Une bande sonore dénonçant des tentatives de fraude électorales a été largement diffusée dans des forums publics sur Facebook, laquelle a été enregistrée la veille des scrutins législatifs. Dans ce contenu multimédia enregistré durant une réunion de membres de bureaux de vote, un individu semble donner des consignes à des membres de bureaux de vote dans le but d'effectuer un bourrage des urnes avec des bulletins pré-cochés, tout en recommandant vivement de faire attention à ne pas se faire prendre lors du dépôt de ces bulletins dans l'urne transparente. L'individu promet des pots-de-vin aux membres de bureaux de vote qui réussissent à atteindre l'objectif de 300 bulletins pré-cochés par bureau de vote et les invite à bien s'organiser pour ce faire. En outre, l'homme met en garde à ce que la réunion reste secrète, et menace ceux qui tenteraient de divulguer quelque preuve de cette réunion. Vers la fin de la vidéo, il semblerait que ladite réunion se soit tenue dans les quartiers de Mandroseza, 2ème arrondissement de la capitale.

Recoupement 8:

Une descente dans les quartiers de Mandroseza et ses environs a été effectuée dans la matinée du 29 mai 2024, durant laquelle plusieurs personnes ressources ont été approchées, notamment le président du Centre de vote de l'École Primaire Publique de Mandroseza, le président du Fokontany de Mandroseza, ainsi que les délégués de vote des candidats de la plateforme Firaisankina et ceux de la plateforme IRMAR. Les individus interrogés indiquent ne pas être au courant de cette fameuse bande sonore relatant des prétendues tentatives de bourrage d'urnes dans le 2ème arrondissement de la capitale. D'une manière générale, les personnes interviewées ont indiqué que les opérations électorales se sont déroulées sans incident majeur.

Il convient de souligner que le contenu multimédia a fait l'objet de manipulations et truquages, et sa longueur varie d'un utilisateur de Facebook à l'autre. Aussi, l'information sensible est partagée à plusieurs centaines de reprises sur différents profils sur Facebook.

FOCUS SUR LES ÉTUDES DE CAS DE MDM

La totalité des auteurs attribuent ces tentatives de bourrage d'urnes au camp politique IRMAR ou « Isika Rehetra Miaraka Amin'i Andry Rajoelina ».

Etude de cas 9:

Durant un point de presse organisé à 10 heures le jour des élections législatives et diffusé sur la station radiophonique privée Malagasy Broadcasting System (MBS), Marc Ravalomanana et Rivo Rakotovoao, co-présidents de la plateforme politique de l'opposition Firaisankina ont dénoncé plusieurs irrégularités électorales constatées dans différentes circonscriptions électorales, portant notamment sur des incidents de bourrage des urnes ou encore des bulletins de vote pré-cochés. Ces leaders politiques ont par ailleurs souligné la présence massive d'éléments des Forces Armées dans le district de Faratsiho, et ont laissé entendre que ces militaires auraient l'intention de voter dans cette circonscription électorale, bien qu'ils ne soient pas inscrits dans la liste électorale de ce district. L'ancien président du Sénat d'ajouter que ces militaires auraient proféré des menaces et intimidations à l'encontre des délégués de vote des candidats de la plateforme Firaisankina à Faratsiho.

Etude de cas 8:

Lors d'une interview sur la station radiophonique privée Free FM, la candidate aux législatives Lalatiana Rakotondrazafy a été interrogée par rapport à la présence massive des éléments des Forces Armées à Faratsiho. Elle indique que la présence de ces militaires fait suite aux nombreuses menaces proférées par les adversaires politiques de la candidate de l'IRMAR dans cette circonscription électorale, tout en soulignant que ces menaces incluraient des vengeances politiques prévues en cas de victoire de Lalatiana Rakotondrazafy, ainsi que des actes de violence de la part des auteurs des menaces. Contacté par téléphone, un responsable de la Commission Électorale de District de Faratsiho explique que la forte présence de militaires est uniquement motivée par la sécurisation du déroulement du scrutin. Des propos corroborés par un haut gradé des Forces Armées, qui a préféré garder son anonymat.

Ces informations sensibles sont évaluées à haut risque, dans la mesure où elles ont été émises par des personnalités politiques de renoms, et diffusées sur une station radiophonique ayant un taux d'audimat élevé. Elles ont par la suite été partagées par des profils Facebook, lesquels ont précisé que plus de 2400 éléments des Forces Armées auraient été présents à Faratsiho le jour du scrutin pour diverses raisons, dont l'intention de perpétrer des anomalies électorales.

PARTIE 4:

ÉTUDE COMPARATIVE DE LA MANIFESTATION DES FAUSSES INFORMATIONS DANS LES MÉDIAS DURANT LES CAMPAGNES PRÉSIDENTIELLE ET LÉGISLATIVES

LES MDM EN PÉRIODE ÉLECTORALE

Cette partie présente une analyse comparative de la manifestation des mésinformations, désinformations et malinformations à caractère politique et électoral véhiculées dans les médias malgaches durant l'élection présidentielle de 2023 et les élections législatives de 2024. L'objectif de cette partie consiste à analyser et comparer la manifestation des différentes typologies de MDM, les sujets les plus évoqués, les sources des MDM, leur niveau de risque, leur récurrence, ou encore les motivations et les intentions des auteurs de ces informations sensibles rapportées dans les médias lors de ces périodes électorales cruciales à Madagascar. En procédant de la sorte, ce rapport vise à identifier les tendances des informations sensibles véhiculées en période électorale, et à fournir des recommandations tous azimuts pour lutter efficacement contre leur prolifération.

Il convient de souligner que l'unité de monitoring des médias de l'ONG Communication Idea Development a effectué une veille continue sur divers canaux de communication lors des élections à Madagascar, notamment la présidentielle de novembre 2023 et les législatives de 2024. L'échantillon d'analyse dans le cadre du monitoring des MDM durant l'élection présidentielle 2023 incluent à la fois les médias traditionnels (stations radiophoniques, chaînes télévisées, presse écrite) et les médias en ligne, dont le réseau social Facebook, et les sites pure-players. En revanche, pour les législatives, le suivi-analyse des MDM s'est uniquement concentrée sur les plateformes en ligne, à savoir le média social Facebook et un site pure-players. En outre, cette étude comparative portera principalement sur les fausses informations politico-électorales recensées sur Facebook, étant donné que la majorité des MDM répertoriées par l'unité de monitoring durant ces deux périodes électorales résulte de cette plateforme. Cette analyse comparative couvre les périodes des deux campagnes électorales : du 10 octobre au 14 novembre 2023 pour la présidentielle, et du 8 mai au 27 mai 2024 pour les législatives.

COMPARAISON SYNTHÉTIQUE DES MDM DURANT LES CAMPAGNES ÉLECTORALES:

Entre le 10 octobre au 14 novembre 2023 et entre le 8 au 27 mai 2024, périodes respectivement marquées par la campagne électorale de l'élection présidentielle et celle des élections législatives, l'unité de Monitoring des médias de l'ONG CID a recensé un total de 2172 fausses informations à vocation politico-électorales sur le réseau social Facebook.

Ces données indiquent une différence notable dans le volume des MDM véhiculées sur ce média social durant les deux campagnes électorales, avec respectivement 68,14% du total de MDM durant la campagne présidentielle et 31,86% du total durant celle ces législatives. Cette différence s'explique par le fait que la campagne électorale de la présidentielle est plus longue que celle des législatives, étant donné que la première s'étale sur une durée de 37 jours, tandis que la deuxième dure 21 jours. Les chiffres indiquent que le volume de mésinformations, désinformations et malinformations durant les présidentielles est plus de deux fois supérieur à celui des législatives. Pour cause, l'élection présidentielle a une portée nationale, et attire une couverture médiatique intense, tandis que les élections législatives concernent des circonscriptions électorales, ce qui implique que l'intérêt médiatique et des citoyens sont limités à ces zones. Aussi, les candidats à l'élection présidentielle sont généralement des personnalités politiques de premier plan, avec une visibilité médiatique élevée, tandis que les candidats aux législatives ont moins de visibilité.

D'une manière générale, la différence dans le volume des MDM recensées durant les deux périodes est principalement due à l'envergure nationale de l'élection présidentielle par rapport au caractère de proximité des élections législatives.

COMPARATIF DES TYPOLOGIES DE MDM

ANALYSE COMPARATIVE DES TYPOLOGIES DE MDM : ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 2023 ET ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE 2024

Le tableau ci-dessous présente les différentes typologies de MDM pour les deux campagnes électorales. Sur un total de 2172 fausses informations recensées durant ces périodes, 1378 sont catégorisées en tant que désinformations (63,4% du total), 783 dans la catégorie de malinformation (36% du total), tandis que 11 MDM sont classées dans la catégorie de la mésinformation (0,5% du total). Le pourcentage de mésinformations est significativement faible dans les deux élections, avec 3 cas pour la campagne législative et 8 pour la présidentielle. En ce qui concerne les malinformations, 172 ont été recensées durant la campagne législative contre 611 pour la présidentielle. Enfin, 517 désinformations ont été identifiées durant la campagne des législatives, contre 861 durant la campagne présidentielle.

Ces statistiques mettent en exergue la profusion de désinformations et de malinformations durant les périodes de campagne électorale. La différence significative de désinformations et de malinformations durant ces deux périodes confirme une tendance de création et de diffusion intentionnelle de contenus trompeurs et manipulés dans le contexte électoral. La distribution des catégories de MDM reste toutefois cohérente entre les deux élections.

Tableau 1: Catégories de fausses informations durant les campagnes électorales

ELECTIONS	Législative	Présidentielle	Total
Désinformation	23,80%	39,64%	63,44%
Malinformation	7,92%	28,13%	36,05%
Mésinformation	0,14%	0,37%	0,51%
Total	31,86%	68,14%	100,00%

Base: 2172

ORIGINES DES MDM SUR FACEBOOK

LES MDM SUR FACEBOOK SELON LE TYPE DE COMPTE : ANALYSE COMPARATIVE ENTRE LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE ET LA CAMPAGNE LÉGISLATIVE

Tableau 2: Origine des MDM sur Facebook

ELECTIONS	Législative	Présidentielle	Total
Compte	2,90%	4,42%	7,32%
Groupe de discussion	18,60%	35,41%	54,01%
Page	10,36%	28,31%	38,67%
Total	31,86%	68,14%	100,00%

Base: 2172

Les données exposées dans le tableau font état des MDM durant les campagnes présidentielle de 2023 et législatives de 2024, et ventilées selon le type de compte. Les groupes de discussion publics sont les principaux foyers de MDM, avec 54,01% des cas recensés dont 18,6% lors des législatives et 35,41% lors des présidentielles. Viennent ensuite les pages d'influenceurs politiques, des pages d'actualités et des pages de candidats aux élections, cumulant 38,67% des MDM (10,36% pour les législatives et 28,31% pour les présidentielles). Enfin, les profils personnels sur Facebook contribuent à 7,32 de MDM (2,9% pour les législatives et 4,42% pour les présidentielles).

La profusion de MDM dans les GDD est principalement causée par leur grande audience et leur ouverture, permettant ainsi une diffusion plus rapide et plus large des informations sensibles. Par ailleurs, la campagne présidentielle enregistre une plus forte proportion de MDM dans les groupes de discussion, reflétant un intérêt et un engagement plus important des utilisateurs de Facebook, autour de l'élection présidentielle. Cette même tendance est observée au niveau des pages d'influenceurs politiques, des pages d'actualités et des pages de candidats. La disparité entre les MDM recensées dans ces pages durant la campagne présidentielle et durant la campagne législative souligne également une plus grande intensité de création et partage de contenus trompeurs durant les élections de plus grande envergure, en l'occurrence l'élection présidentielle.

Pour leur part, les comptes personnels contribuent moindrement à véhiculer des MDM, bien que ces données témoignent de leur importance dans la prolifération des MDM. En outre, la différence de MDM recensées sur ces profils personnels durant les deux périodes confirme la tendance générale d'une plus grande activité de MDM durant la campagne présidentielle.

LES THÉMATIQUES DE MDM LES PLUS ABORDÉES

LES THÉMATIQUES DE MDM LES PLUS ABORDÉES: ANALYSE COMPARATIVE ENTRE LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE ET LA CAMPAGNE LÉGISLATIVE

Les données exposées dans le présent tableau témoignent une prépondérance des fausses informations liées à la thématique électorale durant les campagnes électorales de la présidentielle de 2023 et législatives de 2024. En effet, les thématiques liées aux élections représentent 69,71% des fausses informations recensées durant ces deux périodes. Pour être plus précis, 29,51% des MDM recensées durant la campagne législative et de 40,19% des MDM durant la campagne présidentielle sont axés sur la thématique électorale. Dans cette même lignée, les fausses informations portant sur la thématique politique représentent 30,29% du total des MDM recensées durant les deux périodes, avec seulement 2,35% durant les législatives contre 27,95% durant les présidentielles.

Ces chiffres indiquent une intensité d'informations sensibles plus élevée de MDM durant la campagne électorale de la présidentielle, dans la mesure où de 68,14% des MDM véhiculées pendant cette période portent sur les thématiques électorales et politiques, contre 31,86% durant la propagande électorale des élections législatives. En d'autres termes, ces chiffres reflètent l'importance stratégique de la présidentielle pour les créateurs de contenus trompeurs et manipulés, qui cherchent à influencer un électorat plus large et à trouver un impact plus conséquent sur des décisions politico-électorales majeures.

Par ailleurs, la faible proportion de MDM sur la thématique politique durant la campagne des législatives indique une focalisation plus locale et personnelle des MDM.

Tableau 3: Les thématiques des MDM les plus abordés durant les deux campagnes électorales

ELECTIONS	Législative	Présidentielle	Total
Election	29,51%	40,19%	69,71%
Politique	2,35%	27,95%	30,29%
Total	31,86%	68,14%	100,00%

Base: 2172

COMPARATIF DES SUJETS DE MDM

Tableau 4: Analyse comparative des sujets de MDM véhiculés sur Facebook durant les campagnes électorales

ELECTIONS	Législative	Présidentielle	Total
Dynamique politique	12,62%	26,70%	39,32%
Organisation des élections	6,77%	18,37%	25,14%
Participation aux élections	7,60%	11,10%	18,69%
Autres	3,96%	9,76%	13,72%
Gouvernance	0,60%	1,80%	2,39%
Lois électorales	0,23%	0,00%	0,23%
Activité de médiation	0,00%	0,18%	0,18%
CENI	0,09%	0,05%	0,14%
Projet de société	0,00%	0,14%	0,14%
Décentralisation et gestion du territoire	0,00%	0,05%	0,05%
Grand Total	31,86%	68,14%	100,00%

COMPARATIF DES SUJETS DE MDM

LES SUJETS DE MDM LES PLUS ABORDÉS: ANALYSE COMPARATIVE ENTRE LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE ET LA CAMPAGNE LÉGISLATIVE

Durant les propagandes électorales, l'équipe de monitoring de l'ONG CID a recensé 2172 MDM sur la plateforme Facebook. 39,32% de ces MDM évoquent le sujet de la dynamique politique, dont 12,62% durant la campagne législative et 26,70% durant la campagne présidentielle. 25,14% des MDM sont axés sur l'organisation des élections, dont 6,77% durant la campagne législative et 18,37% durant la campagne présidentielle. 18,69% des MDM recensées durant ces deux périodes évoquent le sujet de la participation aux élections, dont 7,60% pour la campagne législative et 11,10% pour la campagne présidentielle. Les autres sujets de MDM à vocation politico-électorale font 13,72% du total, dont 3,96% lors de la campagne législative et 9,76% lors de la campagne présidentielle. Le sujet de la gouvernance occupe 2,39% des MDM véhiculées sur Facebook, dont 0,60% ont été répertoriées pendant la campagne législative et 1,80% pendant la campagne présidentielle. Les sujets de MDM relatifs aux lois électorales, qui touchent les activités de médiation, de la Commission Electorale Nationale Indépendante, ou encore des projets de société ont été abordés, mais dans une moindre mesure durant ces deux périodes électorales, à savoir respectivement 0,23%, 0,18%, 0,14%.

Ces données mettent en évidence le fait que le sujet de la dynamique politique prédomine dans les deux périodes électorales. Cette situation suggère que les discussions autour des aspects politiques et des stratégies des candidats ont été une source majeure de fausses informations pendant ces deux scrutins, mais avec une intensité plus élevée lors de la présidentielle. Les sujets de MDM relatifs à la dynamique politique relèvent souvent de propos dénigrants ou encore des contenus manipulés par différents bords politiques afin de ternir l'image de leurs adversaires.

Les sujets de MDM liés à l'organisation des élections sont également significatifs durant les deux périodes électorales, indiquant ainsi que les questions relatives aux processus électoraux, ont été des sujets de préoccupation pour les utilisateurs de Facebook. Les sujets liés à l'organisation des élections ciblent ici la Haute Cour Constitutionnelle et la Commission Électorale Nationale Indépendante, en tant que premiers responsables de l'organisation de scrutin dans la Grande Ile. Ces deux entités sont en effet pointées du doigt pour leur prétendue partialité et leur complicité avec certains candidats.

Par ailleurs, la participation aux élections est également un thème important, avec 11,10% des MDM pendant la campagne présidentielle et 7,60% pendant la campagne législative. Durant les deux processus électoraux, les candidats aux élections ont été sujets à des MDM. En effet, les créateurs de contenus trompeurs sur Facebook s'attaquent à ces candidats en dévoilant des informations compromettantes à leur endroit ou en les dénigrant.

COMPARATIF DES SUJETS DE MDM

Tableau 5: Analyse comparative des sujets de MDM ayant récolté le plus d'engagement durant les campagnes électorales

ELECTIONS	Législative	Présidentielle	Total
Dynamique politique	12,62%	26,70%	39,32%
Organisation des élections	6,77%	18,37%	25,14%
Participation aux élections	7,60%	11,10%	18,69%
Autres	3,96%	9,76%	13,72%
Gouvernance	0,60%	1,80%	2,39%
Lois électorales	0,23%	0,00%	0,23%
Activité de médiation	0,00%	0,18%	0,18%
CENI	0,09%	0,05%	0,14%
Projet de société	0,00%	0,14%	0,14%
Décentralisation et gestion du territoire	0,00%	0,05%	0,05%
Grand Total	31,86%	68,14%	100,00%

COMPARATIF DES SOURCES DES MDM

LES SOURCES DE MDM SUR FACEBOOK : COMPARATIF ENTRE LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE DE 2023 ET LÉGISLATIVES DE 2024

Tableau 6: Rôles des sources de fausses informations

ELECTIONS	Législative	Présidentielle	Total
(Membre) Gouvernement	0,00%	0,05%	0,05%
(Membre) Parti politique	0,28%	0,32%	0,60%
(Membres) Assemblée nationale	0,00%	0,46%	0,46%
Autre	0,00%	0,23%	0,23%
Candidats aux élections	6,91%	6,68%	13,58%
Célébrités (musique, art, cinéma, etc.)	0,00%	0,09%	0,09%
Comité de soutien	0,00%	0,18%	0,18%
Leader d'opinion	0,05%	2,07%	2,12%
Média/journaliste/reporter /présentateur	0,00%	6,03%	6,03%
N.D.	0,00%	0,14%	0,14%

COMPARATIF DES SOURCES DES MDM

Base: 2172

ELECTIONS	Législative	Présidentielle	Total
Personnes communes/Vox populi/Publique	24,45%	51,70%	76,15%
Sénat(eurs)	0,00%	0,05%	0,05%
Société civile	0,00%	0,14%	0,14%
Total	31,86%	68,14%	100,00%

Qu'il s'agisse de la campagne présidentielle ou législative, les citoyens ordinaires sont les principaux diffuseurs de fausses informations sur Facebook, représentant 76,15% des cas (24,45% pour les législatives et 51,7% pour la présidentielle). Ces informations erronées se manifestent souvent dans des publications dans des groupes de discussion, ainsi que dans les commentaires sur les pages de candidats ou d'influenceurs politiques. Aussi, l'implication significativement élevé des citoyens ordinaires pendant la campagne présidentielle indique une mobilisation accrue des utilisateurs de Facebook lors d'une élection d'envergure nationale. Les candidats aux élections sont à l'origine de 13,5% des fausses informations : 6,68% pour les présidentielles et 6,91% pour les législatives. Pour leur part, les professionnels de l'information, à savoir les journalistes, les médias et les reporters représentent 6,03% des sources de fausses informations pour la campagne présidentielle, tandis qu'ils n'ont diffusé aucune MDM sur Facebook durant la campagne des législatives. De leur côté, les leaders d'opinion ont généré 2,12% du total des MDM recensées durant ces deux périodes (0,05% pour les législatives et 2,07% pour la présidentielle). Les partis politiques ou leurs membres sont à l'origine de 0,6% des fausses informations (0,28% pour les législatives et 0,32% pour les présidentielles). Les comités de soutien ont contribué à 0,18% des fausses informations tant pour les législatives que pour les présidentielles. Pour les présidentielles, les membres du gouvernement sont responsables de 0,05% des fausses informations, les membres de l'Assemblée nationale de 0,46%, la société civile de 0,14%, les sénateurs de 0,05% et les célébrités de 0,09%. Les sources indéterminées et autres profils représentent respectivement 0,14% et 0,23%.

D'une manière générale, la campagne électorale de la présidentielle de 2023 est associée à une plus grande diversité d'acteurs et à une participation accrue des utilisateurs de Facebook dans la diffusion d'informations sensibles. En revanche, la campagne pour les législatives, impliquent généralement un ensemble plus restreint d'acteurs et une focalisation plus locale des MDM.

COMPARATIF DES CIBLES DES MDM

LES CIBLES DE MDM SUR FACEBOOK : COMPARATIF ENTRE LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE DE 2023 ET LÉGISLATIVES DE 2024

Tableau 7: Rôles des cibles de fausses informations

ELECTIONS	Législative	Présidentielle	Total
Candidat à l'élection	8,21%	25,02%	33,23%
Processus électoral	1,32%	7,43%	8,75%
Organes constitutionnels	3,27%	5,27%	8,54%
OGE (CENI, OVEC)	3,18%	5,12%	8,30%
(Membre) Parti politique	4,50%	3,54%	8,03%
Pouvoir en place	2,91%	3,78%	6,68%
(Membre) Gouvernement	0,24%	5,60%	5,84%
Administration publique en général	2,91%	1,35%	4,26%
Comité de soutien	0,93%	1,62%	2,55%
Président de la République	2,19%	0,30%	2,49%
Armée et police	0,30%	2,19%	2,49%

COMPARATIF DES CIBLES DES MDM

ELECTIONS	Législative	Présidentielle	Total
Autre	0,06%	1,98%	2,04%
Sénat(eurs)	0,12%	1,83%	1,95%
N.D.	0,36%	1,14%	1,50%
Communauté internationale	0,06%	1,11%	1,17%
(Membres) Assemblée nationale	0,03%	0,78%	0,81%
Figures religieuses	0,06%	0,51%	0,57%
Pouvoir judiciaire	0,21%	0,09%	0,30%
Média/journaliste/reporter /présentateur	0,00%	0,21%	0,21%
Personnes communes/Vox populi/Publique	0,03%	0,12%	0,15%
Société civile	0,00%	0,06%	0,06%
Minorités	0,00%	0,03%	0,03%

COMPARATIF DES CIBLES DES MDM

ELECTIONS	Législative	Présidentielle	Total
Experts et analystes	0,00%	0,03%	0,03%
Leader d'opinion	0,00%	0,03%	0,03%
Total	30,87%	69,13%	100,00%

Base: 2172

Au vu des statistiques présentées dans le tableau ci-dessus, il apparaît que les candidats aux élections sont les principales cibles des MDM, surtout durant la campagne présidentielle. Cette différence s'explique par la visibilité accrue et l'importance des candidats présidentiels, attirant ainsi plus d'attention de la communauté en ligne et générant ainsi une multitude de MDM.

Le processus électoral en général, ainsi que les organes constitutionnels, en l'occurrence la HCC, sont également ciblés par les MDM, montrant une préoccupation des utilisateurs de Facebook pour l'intégrité du processus électoral, avec une plus grande intensité durant la présidentielle. En effet, les auteurs de MDM visent à semer le doute quant à la transparence du processus électoral et quant à l'impartialité des membres de la Haute Cour Constitutionnelle.

Les partis politiques et le pouvoir en place sont également des cibles fréquentes de fausses informations. Les MDM qui s'adressent aux partis politiques concernent généralement les scandales politiques impliquant leurs membres, tandis que ceux qui ciblent le pouvoir en place visent à ternir l'image des membres du régime, voire à accuser ces derniers de favoriser certains candidats aux élections.

Le gouvernement et ses membres font face à une vague de MDM, surtout durant la présidentielle, notamment en raison de leur rôle central et de leur influence directe sur l'issue de l'élection. Les informations sensibles qui s'adressent aux membres de l'Exécutif portent principalement sur les allégations de non-respect de la neutralité de l'administration et de favoritisme au profit de candidats aux élections.

Par ailleurs, la Commission Électorale Nationale Indépendante est une cible privilégiée de fausses informations, surtout durant la présidentielle, tendant à remettre en question l'impartialité et l'efficacité de l'organe électoral. En effet, durant la présidentielle de 2023, certains auteurs de contenus trompeurs ont souligné le fait que le président de la CENI est marié à la ministre de la Fonction Publique de l'époque, tandis que le rapporteur général de l'organe électoral, ancien journaliste d'une chaîne audiovisuelle privée appartenant au candidat à la présidentielle Andry Rajoelina, est pointé du doigt pour son prétendu manque de neutralité et d'indépendance.

COMPARATIF DES CIBLES DES MDM

Durant ces périodes électorales, l'Armée et la Police sont visées par un nombre important de MDM, notamment durant la campagne présidentielle. Durant cette période, les éléments des Forces de Défense et de Sécurité ont été décriés par l'opposition, et accusés d'utiliser abusivement de leur prérogative, ainsi que d'être instrumentalisés par le régime en place pour bâillonner l'opposition. A l'époque, les éléments des Forces de Défense et de Sécurité ont été mobilisés en masse pour encadrer le mouvement organisé par le collectif des candidats à la présidentielle.

En somme, la campagne présidentielle de 2023 a vu une plus grande diversité et intensité de MDM, touchant une gamme plus large de cibles, comparativement à la campagne législative de 2024. Cette tendance souligne l'importance et l'impact des élections présidentielles sur le paysage politique malgache.

LES CIBLES DE MDM SELON LEUR GENRE : COMPARATIF ENTRE LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE DE 2023 ET LÉGISLATIVES DE 2024

Tableau 8: Les cibles de fausses informations selon leur genre

ELECTIONS	Législative	Présidentielle	Total
Femme	1,86%	0,75%	2,61%
Groupe	18,97%	28,62%	47,59%
Homme	6,89%	30,63%	37,52%
N.D.	3,15%	9,14%	12,29%
Total	30,87%	69,13%	100,00%

Base: 2172

COMPARATIF DES CIBLES DES MDM

La répartition des cibles de MDM selon le genre révèle des différences significatives entre les deux périodes de campagne électorale. Ainsi, les groupes d'individus sont de loin les plus ciblés par les MDM aussi bien durant la campagne présidentielle que celle des législatives. Pour les informations sensibles ciblant les groupes d'individus, celles-ci concernent notamment des MDM qui touchent les institutions, dont les membres de la Haute Cour Constitutionnelle, ceux de la Commission Électorale Nationale Indépendante, ou encore les ministres et autres membres du gouvernement. En outre, certaines MDM ont également touché les candidats issus d'un parti politique ou de leurs partisans. Aussi, la forte proportion de MDM visant les groupes d'individus durant la présidentielle par rapport à la législative souligne l'intensité et l'importance perçue de cette élection.

Par ailleurs, il apparaît que les hommes sont plus ciblés par les MDM, particulièrement durant la présidentielle, reflétant leur rôle plus visible pour cette élection. Il convient de souligner que la présence masculine dans la sphère politique est prédominante par rapport à la gent féminine. Le faible pourcentage de MDM ciblant les femmes suggère une sous-représentation et une moindre influence perçue des femmes dans le contexte politique malgache, surtout durant la présidentielle. En revanche, la difficulté à déterminer le genre des cibles dans un nombre non négligeable de MDM (12,29%) indique une zone d'ombre dans l'analyse du genre de cible de MDM, ce qui est notamment dû aux profils anonymes et des contenus moins explicites de fausses informations.

En somme, les données montrent qu'après les groupes d'individus, les hommes sont les principales cibles de MDM durant ces campagnes électorales, avec une intensité particulièrement accrue durant la présidentielle, soulignant les dynamiques de genre et de visibilité dans la politique malgache.

NIVEAUX DE RISQUE DES MDM DURANT LES ÉLECTIONS

LE NIVEAU DE RISQUE DES FAUSSES INFORMATIONS: COMPARATIF ENTRE LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE DE 2023 ET LÉGISLATIVES DE 2024

Tableau 9: Niveau de risque de fausses informations

ELECTIONS	Législative	Présidentielle	Total
Risque élevé	1,06%	0,14%	1,20%
Risque faible	18,78%	34,07%	52,85%
Risque moyen	12,02%	33,93%	45,95%
Grand Total	31,86%	68,14%	100,00%

Base: 2172

L'analyse des niveaux de risque des fausses informations véhiculées sur Facebook durant les campagnes électorales de la présidentielle de 2023 et des législatives de 2024 révèle plusieurs points clés :

- **Risque élevé** : Représentant seulement 1,20% des cas (1,06% pour les législatives et 0,14% pour les présidentielles), ces informations sensibles à haut risque sont relativement rares. Cependant, leur impact potentiel est significatif, car elles peuvent manipuler l'opinion publique, influencer les choix des électeurs et exacerber les tensions politiques et sociales.
- **Risque moyen** : Avec 45,95% des cas (12,02% pour les législatives et 33,93% pour les présidentielles), ces MDM constituent une proportion substantielle. Elles peuvent porter préjudice à la crédibilité des élections et avoir des conséquences directes sur le processus électoral, bien que leur effet soit moins immédiat que celui des MDM à haut risque.
- **Risque faible** : Dominant avec 52,85% des cas (18,78% pour les législatives et 34,07% pour les présidentielles), ces MDM ont un impact moindre sur l'opinion publique et les élections. Elles sont souvent diffusées par des citoyens lambda et génèrent moins d'engagement en termes de partages, réactions et commentaires.

Les différences observées entre les deux types d'élections suggèrent des dynamiques distinctes dans la propagation des fausses informations. Les présidentielles, avec une attention médiatique et publique accrue, semblent susciter une plus grande quantité de MDM de tous niveaux de risque. Les législatives, bien que moins médiatisées, n'en sont pas exemptes et présentent des risques élevés légèrement plus fréquents, indiquant une stratégie potentiellement plus ciblée de MDM.

RÉCURRENCE DES MDM DURANT LES ÉLECTIONS

LA RÉCURRENCE DES FAUSSES INFORMATIONS: COMPARATIF ENTRE LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE DE 2023 ET LÉGISLATIVES DE 2024

Tableau 10: Récurrence des fausses informations

ELECTIONS	Législative	Présidentielle	Total
En escalade	2,16%	5,76%	7,92%
Nouvelle fausse information	10,68%	18,14%	28,82%
Répétée	19,01%	44,24%	63,26%
Grand Total	31,86%	68,14%	100,00%

Base: 2172

Parmi les 2172 mésinformations, désinformations et malinformations politiques et électorales répertoriées pendant ces deux périodes, 63,25% sont identifiées comme des cas répétés. Ce pourcentage se décompose en 19,01% de MDM répétées pendant la campagne législative et 44,24% pendant la campagne présidentielle. De plus, 28,82% des MDM sont considérées comme nouvelles, réparties en 10,68% pour la campagne législative et 18,14% pour la campagne présidentielle. Enfin, 7,92% des MDM recensées durant ces deux périodes électorales sont classées comme étant en escalade, avec 2,16% repérées pendant la campagne législative et 5,76% pendant la campagne présidentielle.

Cette analyse comparative révèle des différences significatives entre les deux périodes électorales. Pendant la campagne présidentielle, une proportion beaucoup plus importante de MDM répétées a été observée par rapport à la campagne législative, suggérant une réutilisation et une amplification accrues de même fausses informations. De plus, la campagne présidentielle a également enregistré une plus grande proportion de nouvelles MDM, indiquant une diversification des tactiques utilisées pour véhiculer des MDM. En ce qui concerne les MDM en escalade, leur occurrence a été plus élevée pendant la campagne présidentielle, reflétant une intensification des efforts pour propager les informations sensibles et influencer l'opinion publique.

ANALYSE DE L'INTENTION DES AUTEURS DES MDM

INTENTIONS DES AUTEURS DE FAUSSES INFORMATIONS: COMPARATIF ENTRE LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE DE 2023 ET LA CAMPAGNE LÉGISLATIVE DE 2024

L'analyse comparative des intentions des sources de fausses informations durant les campagnes électorales présidentielle de 2023 et législative de 2024 révèle une polarisation politique intense. Cette période est marquée par des attaques virulentes entre partisans et opposants, ainsi que des interpellations des organes de gestion des élections.

Durant les législatives, les campagnes de dénigrement prédominent, avec des accusations fréquentes d'achat de voix et de pressions exercées sur le personnel de l'administration publique pour renforcer les rangs des partisans, principalement du camp orange, affilié au pouvoir actuel. Les candidats aux législatives ont largement utilisé ces dénonciations pour discréditer leurs adversaires.

En revanche, les fausses informations recensées durant les présidentielles se sont focalisées sur la question de l'éligibilité de certains candidats, souvent en raison de leur supposée nationalité étrangère. Ces attaques visaient à semer le doute sur la légitimité de certains participants à l'élection.

Les interpellations des organes de gestion des élections (OGE) et de la Haute Cour Constitutionnelle (HCC) ont été fréquentes dans les deux campagnes, mettant en avant des accusations de partialité en faveur de la plateforme politique du président de la République, "Isika Rehetra Miaraka amin'i Andry Rajoelina". La crédibilité du processus électoral a été régulièrement remise en question, principalement par les sources de l'opposition.

La transparence des élections a été un point de préoccupation majeur pour la communauté en ligne, alimentée par les doutes sur l'impartialité des OGE et de la HCC. Cette méfiance a contribué à un climat de suspicion généralisée, renforçant la polarisation et les tensions politiques.

Tableau 11: Exemples de MDM visant à ternir l'image de candidat durant les campagnes électorales

Législative	Présidentielle
Suite à une publication photo de l'écho du dernier regroupement de la propagande du candidat Siteny Randrianasoloniaiko dans le district de Toliara I, le commentateur ternit l'image de ce candidat en l'accusant d'être un allié politique pro-régime du fait que sa radio et chaîne télévisée RTS (Radio Télévision Siteny) favorise la propagande des candidats pro-régime et que la RTS salie les candidats de l'opposition selon ses affirmations alors que le candidat Siteny est un candidat titulaire présenté par l'opposition (Firaisankina)	Dans une publication, un utilisateur de Facebook véhicule l'information selon laquelle le collectif des candidats aurait donné l'ordre de mettre les enfants aux premiers rangs durant leur mouvement pour que ces enfants soient sacrifiés. L'auteur illustre la publication par une image d'enfants qui se situent devant la foule dans le cadre du mouvement du collectif des candidats.

ANALYSE DE L'INTENTION DES AUTEURS DES MDM

Législative	Présidentielle
<p>Publication dans laquelle l'auteur déclare avoir été agressé (frappé à coups de poing et de gifles) par les hommes de main de Naivo Raholdina à Manjakaray, simplement parce qu'il suivait le même chemin que les animateurs de la campagne électorale de ce dernier. Deux images accompagnent la publication, montrant les partisans de Naivo Raholdina à Manjakaray.</p>	<p>Il s'agit d'une publication qui accuse le candidat Andry Rajoelina de payer 20 000 ariary toute personne prête à porter des tee-shirts de campagne à son effigie et faisant sa campagne sur la voie publique, tandis que ceux qui disposent d'un véhicule pour transporter les partisans d'Andry Rajoelina seraient payés à 150 000 Ariary.</p>
<p>Dans une publication de sensibilisation électorale, Gascar Fenosoa évoque des menaces proférées à l'encontre des citoyens du 3ème arrondissement, notamment à ceux qui ne soutiennent pas les candidats pro-régime, ainsi que les rumeurs selon lesquelles si les candidats du régime ne sont pas élus, cet arrondissement ne bénéficiera plus d'aucune aide sociale, ou encore ceux qui portent les Tshirt des autres candidats n'auront plus droit à ces aides. Il précise que ceux qui font ces menaces sont des mercenaires au niveau des Fokontany.</p>	<p>Commentaire réagissant à une publication de Fernand Cello évoquant des messages qu'il aurait reçu de la part de plusieurs agents publics, notamment les enseignants, dénonçant des pressions qu'ils auraient subi. Le commentateur prétend que des fonctionnaires, y compris des Chefs de Fokontany, auraient été convoqués à une réunion où la prise de photos, les enregistrements audiovisuels et l'utilisation des téléphones étaient interdits. Il précise que l'objectif de cette réunion était de menacer les participants de licenciement s'ils ne votaient pas en faveur d'Andry Rajoelina et si un autre candidat accédait au pouvoir.</p>
<p>Lors d'une conférence de presse le 27 mai 2024, le candidat Augustin Andriamananoro a vivement critiqué la candidate Hanitra Razafimanantsoa du Firaisankina pour son implication présumée dans des actes de violence physique et verbale à l'encontre de Sarah, une femme enceinte de 7 mois, membre du parti TGV. Il l'accuse de perquisition illégale, affirmant que le registre qu'elle aurait pris de force contient la liste des membres du parti TGV, et demande son retour immédiat. En outre, Augustin Andriamananoro a fait référence à une déclaration signée par plusieurs associations, dont l'ASFZ, le TGV, le TMH, l'AFF, le Pro ANR, et Anjara Masoandro, dénonçant Hanitra Razafimanantsoa pour abus de pouvoir en tant que député, alléguant qu'elle aurait intimidé Sarah, violant ainsi sa vie privée.</p>	<p>Le commentateur rapporte le discours du Président des Natifs d'Androy dans la région de Menabe, questionnant Siteny Randrianasoloniaiko sur son acceptation à se présenter aux élections aux côtés d'un candidat étranger. L'auteur soumet également à discussion la partialité présumée de la HCC envers un candidat étranger, les pratiques de la CENI qui susciteraient la méfiance de la majorité des Malgaches, ainsi que l'illégalité de la formation du gouvernement collégial par la HCC. Il évoque une prétendue pression exercée sur le Président du Sénat pour qu'il décline un poste constitutionnel.</p>

ANALYSE DE L'INTENTION DES AUTEURS DES MDM

Tableau 12: Exemples de MDM ciblant les organes de gestions des élections et la HCC

Législative	Présidentielle
L'auteur soutient que la CENI ne dispose pas de budget pour mener à bien les opérations électorales. Il publie une image de bouts de papiers avec des numéros qui serviraient de cartes électorales pour certains citoyens.	Un commentaire sur la publication de Roland Ratsiraka insinue qu'Andry Rajoelina aurait ordonné à la HCC de retirer sa décision sur le report de l'élection au 16 novembre 2023. Le commentateur conforte les propos de Roland Ratsiraka en insinuant qu'Andry Rajoelina dispose d'une mainmise sur la HCC.
Suite à une publication sur la page du candidat Heninkaja Rakotomanantsoa dans le Vème arrondissement faisant référence au principe de l'impartialité de la HCC et la CENI , le commentateur pointe du doigt ces dernières de leur favoritisme envers le régime actuel et il conscientise l'opposition de se méfier de ces organes.	En réponse à un commentaire qui demande que l'élection ait lieu, un autre commentateur affirme que dans le contexte actuel, permettre la tenue de l'élection profiterait à Andry Rajoelina, car il aurait déjà préparé des fraudes. Elle ajoute que les résultats électoraux qui en découleraient résulteraient d'un accord entre la HCC, la CENI et Andry Rajoelina.
L'auteur de la publication critique la CENI, prétendant qu'elle aurait envoyé les bulletins de vote via des taxis-brousse. Ces propos sont étayés par une photo montrant une pile de paquets prêts à être chargés dans un taxi-brousse.	Le rédacteur pointe du doigt le CENI mais également les autorités compétentes concernant leurs attitudes inégales envers les autres candidats par rapport à l'utilisation du stade d'Ankorombe à Ambositra durant la propagande présidentielle.
Une publication juxtapose deux images : l'une montre une foule importante soutenant le parti Firaisankina, tandis que l'autre présente une assistance moindre en faveur du parti IRMAR. Le commentateur accuse la HCC de manipuler les résultats des élections.	Il s'agit d'un commentaire d'une publication informant la diffusion du débat des candidats aux élections présidentielles organisés par la CENI. L'auteur accuse cette dernière de forcer la serrure et s'amuser avec le sort et la souveraineté du pays.
En réaction à la publication de Hanitra Razafimanantsoa dévoilant une vidéo de sa confrontation avec un membre du TGV, un commentateur affirme que c'est une fraude électorale sans précédent et encourage vivement la population à surveiller de près les élections. Il ajoute que la HCC et la CENI sont complices du candidat Augustin Andriamananoro.	Il s'agit d'un commentaire accusant les tenants du pouvoir, décrits comme des bandits, de planifier des manœuvres malveillantes visant à assurer l'élection Andry Rajoelina, par le biais de fraudes mises en place par la CENI et dont la HCC s'apprête à valider. L'objectif serait de permettre la poursuite du pillage des richesses nationales et le détournement des fonds publics.

CONCLUSION

La manifestation des mésinformations, désinformations et malinformations (MDM) dans les médias malgaches durant les campagnes électorales de la présidentielle de 2023 et des législatives de 2024 met en lumière des défis significatifs en matière de communication politique. Les médias, tant en ligne que hors ligne, relayent des informations sans vérification rigoureuse, incluant des rumeurs non confirmées et des allégations infondées basées sur des sources peu fiables. Ce manque de rigueur compromet l'intégrité de l'information, crucial dans le contexte électoral.

Les médias peuvent également être influencés par des intérêts politiques ou partisans, entraînant une diffusion sélective d'informations favorisant certaines perspectives ou partis politiques. Cette partialité contribue à une distorsion de la réalité, créant une perception biaisée parmi les électeurs et impactant la transparence et l'équité des élections.

La propagation mondiale de fausses informations affecte tous les politiciens et candidats, quel que soit le pays. À Madagascar, l'essor des réseaux sociaux a amplifié ce phénomène. Facebook, en particulier, est la plateforme la plus utilisée pour la diffusion d'informations politiques. Les politiciens, partis politiques et organisations y partagent des actualités, déclarations et opinions, mais ces plateformes sont également utilisées pour manipuler l'opinion publique via la diffusion d'informations trompeuses et le ciblage stratégique.

Les réseaux sociaux, tout en favorisant la liberté d'expression, se révèlent être des vecteurs puissants de MDM pendant les périodes électorales. Les informations erronées peuvent être partagées massivement et rapidement, semant la confusion parmi les citoyens et les cybercitoyens. Cette situation souligne la nécessité d'une éducation aux médias et à l'information pour permettre aux utilisateurs de vérifier la véracité des informations avant de les partager ou de les croire.

L'importance croissante des réseaux sociaux dans la propagation de MDM souligne également le rôle crucial des médias traditionnels. Ces derniers, malgré les défis posés par l'ère numérique, restent essentiels pour la collecte, la vérification et la diffusion d'informations fiables. Le journalisme citoyen, en expansion à Madagascar, peut compléter ces efforts, mais il doit adhérer à des normes éthiques strictes et à des pratiques de vérification rigoureuses pour garantir la qualité de l'information.

De plus, l'analyse comparative des campagnes électorales de 2023 et 2024 révèle que la manipulation de l'information a un impact direct sur la perception des électeurs et peut influencer le résultat des élections. Les techniques de manipulation des informations sensibles incluent non seulement la diffusion de fausses nouvelles, mais aussi des stratégies de manipulation psychologique via les réseaux sociaux pour maximiser l'impact des messages trompeurs.

En conclusion, l'impact des médias et des réseaux sociaux sur les élections à Madagascar est profond et complexe. La propagation de MDM pendant les campagnes électorales met en évidence l'importance de promouvoir une information vérifiée et de qualité, aussi bien dans les médias traditionnels que sur les plateformes numériques. Pour préserver l'intégrité du processus électoral, il est impératif de renforcer les mécanismes de vérification des informations et de sensibiliser les citoyens à l'importance de consommer des informations fiables. Seule une approche combinée de réglementation, éducation aux médias et engagement éthique des professionnels de l'information permettra de lutter efficacement contre les MDM et de garantir des élections transparentes et équitables.

SYNTHÈSE DES RECOMMANDATIONS

1. Pour les politiciens, les candidats aux élections et leurs comités de soutien :

- Assurer la véracité et l'exactitude des informations diffusées par leurs canaux de communication, en mettant l'accent sur la transparence des sources.
- Encourager une communication responsable en évitant de diffuser délibérément des informations trompeuses ou non vérifiées dans le but de manipuler l'opinion publique.
- Promouvoir des pratiques éthiques dans les campagnes électorales en s'abstenant de recourir à des stratégies de désinformation ou de manipulation pour influencer les électeurs.
- Collaborer avec les médias et les organisations de la société civile pour lutter contre la désinformation en ligne et promouvoir une culture de transparence et de responsabilité dans la communication politique.

2. Pour les citoyens lambda et les potentiels électeurs :

- Développer des compétences critiques en matière d'évaluation de l'information en ligne en adoptant une approche sceptique et en vérifiant systématiquement les sources avant de partager ou de croire une information.
- Participer activement à la lutte contre les MDM en signalant les contenus suspects aux plateformes en ligne et en encourageant son entourage à faire de même.
- S'engager à diffuser uniquement des informations fiables et vérifiées en adoptant une approche responsable, notamment dans le partage de contenu politique sur les réseaux sociaux.
- Soutenir les initiatives de sensibilisation et d'éducation aux médias pour renforcer la résilience collective face aux fausses informations et promouvoir une participation citoyenne éclairée dans le processus démocratique.

3. Pour les professionnels des médias :

- Renforcer les normes éthiques et professionnelles dans la production et la diffusion de l'information en évitant la propagation de fausses informations et en accordant une attention particulière à la vérification des faits.
- Promouvoir le journalisme d'investigation et le fact-checking pour contrer les informations sensibles et promouvoir une culture de transparence et d'intégrité dans le secteur médiatique.
- Collaborer avec d'autres acteurs, y compris les autorités gouvernementales et la société civile, pour partager des ressources, des bonnes pratiques et des stratégies efficaces dans la lutte contre les MDM.

4. Pour la société civile :

- Jouer un rôle actif dans la sensibilisation du public aux risques des MDM et dans la promotion de la littératie médiatique pour renforcer la résilience collective face à ce phénomène.
- Mettre en place des initiatives de fact-checking et des campagnes de sensibilisation pour contrer les fausses informations et promouvoir une culture de transparence et de responsabilité dans la communication politique.
- Collaborer avec les médias, les autorités et d'autres acteurs pour surveiller et signaler les cas de désinformation en ligne et pour soutenir des actions concrètes visant à renforcer la confiance du public dans l'information véhiculée par les médias.

ANNEXE 1

ÉCHANTILLON D'ANALYSE DURANT L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

VIVA TV Madagascar
I-BC TV Madagascar
MBS Radio
Free FM
Midi Madagasikara (Presse écrite)
L'Express de Madagascar (Presse écrite)
Free News (Presse écrite)
Tia Tanindrazana (Presse écrite)
Koolsaina (Site pure-players de l'information)
Madagascar Tribune (Site pure-players de l'information)
Ndao Handalina Politika Avo lenta (Groupe De Discussion Facebook)
Vaovao Farany fil d'info ofisialy (Groupe De Discussion Facebook)
Info du jour.mg (Groupe De Discussion Facebook)
Real TV Madagasikara (Groupe De Discussion Facebook)
Fanirisoa Ernaivo (Page/Profil Facebook)
Fleury Rakotomalala (Page/Profil Facebook)
Fernand Cello (Page/Profil Facebook)
Madagascar Liberte (Page/Profil Facebook)
Kelly Géant (Page/Profil Facebook)
Serasera Mada (Page/Profil Facebook)
Andry Rajoelina (Page Facebook du candidat)

Andry Raobelina (Page Facebook du candidat)
Hajo Andrianainarivelo (Page Facebook du candidat)
Hery Rajaonarimampianina (Page Facebook du candidat)
Jean Brunelle Razafitsiandrofa (Page Facebook du candidat)
Marc Ravalomanana ofisialy (Page Facebook du candidat)
Paraina Auguste (Page Facebook du candidat)
Jean-Jacques Jedidia Ratsietison (Page Facebook du candidat)
Roland Ratsiraka (Page Facebook du candidat)
Siteny Randrianasoloniaiko (Page Facebook du candidat)
Tahina Razafinjoelina (Page Facebook du candidat)
Zoky Lalaina (Ratsirahonana) (Page Facebook du candidat)

ANNEXE 2

ÉCHANTILLON D'ANALYSE DURANT LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

INFO DU JOUR (GROUPE DE DISCUSSION FACEBOOK)
REAL TV MADAGASCAR (GROUPE DE DISCUSSION FACEBOOK)
FANIRISOA ERNAIVO (PAGE/PROFIL FACEBOOK DE L'INFLUENCEUR POLITIQUE)
DADAN'I JEMIMA (PAGE/PROFIL FACEBOOK DE L'INFLUENCEUR POLITIQUE)
2424.MG (PAGE FACEBOOK À VOCATION INFORMATIVE)
CHASSE-INFO (PAGE FACEBOOK À VOCATION INFORMATIVE)
KÔLEKITIFA AN'NY MALAGASY (PAGE FACEBOOK)
MITSANGANA MADAGASIKARA - MADAGASCAR DEBOUT (PAGE FACEBOOK)
IRMAR (PAGE FACEBOOK)
TIAKO I MADAGASIKARA (PAGE FACEBOOK)
DÉPUTÉ RAZAFIMAHATRATRA CHRISTIAN (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
SIRITIS DARKHAOUI (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
RANDRIANARIVO EDWIN (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
FERNAND JEANNOT (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
HADJICOSTA MIAMINA JOHNSON (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
RAKOTONANDRASANA JEAN VALERIE DE CHARLES (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
CHRISTINE RAZANAMAHASOA (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
RAMBOA JOSÉ MICHEL (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
RAZARA PIERRE RAVOLAZA FIDÈLE (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
DÉPUTÉ DE M CAR ASSIMO BRUNO (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
MANDRARA LOUIS FERNANDY (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)

RADO MILIJAONA (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
ANDRIAMANAMPISOA R. SOLONIAINA (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
LALATIANA RAKOTONDRAZAFY (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
ANGELICA MICHELLE (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
RAHANITRINIALA FELANARIVO VONIMBOAHIRANA (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
KOLEKITIFA AN'NY MALAGASY FIANARANTSOA I (PAGE FACEBOOK)
BRITO TSILEFINIRINA (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
ELYSÉ ZANABAHOAKA (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
JIMMY JOE RAKOTONIRINA (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
TSIKILEZY MAHAZO (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
MANANTENA HAJANIRINA DINAH (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
ANDRIAMALAZARAY ONJAMAHERY (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
RAKATSY RAMANANTENAINA BRICHARD (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
RAVELOMITA NIRINARINTSALAMA JEAN RHOMY (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
NOMENJANAHARY ANDRE TAFITA SAREINE (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
LOUIS JOSEPH RATOARIMAVO DIT RANARY (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
RENÉ TOVONDRAINNY (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
DÉPUTÉ-N'IKALAMAVONY RAHARIMAMPIONONA (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
JEAN BRUNELLE RAZAFINTSIANDRAOFA (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
RAZAFINTSIANDRAOFA JEAN BRUNELLE (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
GEORGETTE RASOARIMALALA (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
RANDRIAMIARISOA JEAN DE LA CROIX (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
ANDRIANIRINA NARCIS (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)

SOLOFOMANGA TIA HERINIAINA (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
AFAKANDRO CHRISTIAN (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
AZALY FAILAZA GORTIJO ANJARA (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
RABODOMALALA ALI YASMINE (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
RAMANANARIVO HANDRY ORLANDO (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
RASALAMA LEON (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
ANNICK RATSIRAKA (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
SALO DÉPUTÉ MAHANORO (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
MANASOA DONAT TANG (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
RASIDIMANANA (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
ANDRIANASOLO NADINE (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
RANDRIAZAFY ROMARIO (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
RAMAMPIONONA JONAH (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
DÉPUTÉ HAJA MANANJARY (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
RAHARINIRINA SIDONIE (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
FANOMEZANTSOA ANDRIANJANAHARY (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
RAZAFINDRALEVA (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
RAKOTO JEAN RENE (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
ANDRÉ RAZAKAMANANA DIT ZAKABE (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
SOLOFO JOCELYN RAZAFINDRAKOTO (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
FIDY BARINIAINA (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
AUGUSTIN RANDRIANASOLO (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
RAKOTONDRA SOA FETRA (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)

RANDRIAMISA NIAINA NICOLAS (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
MARIO AMOY EUGÈNE VONINAHITSY (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
RAKOTOARIVELO PHILIBERT (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
RAZAFIMANDROSO NEE RAZANAJATO VIRGINIE (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
RAKOTOMALALA BIRI GOLBERT (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
ANDRE HAJA RESAMPA (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
CHRISTOPHE TSILIVA DIDDYOT (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
AROSY NAMIANDRAZANA FRANCOIS (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
DAODO INTSAY (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
BAOFENO MICHELINE (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
MARA VOLAMIRANTY DONNA (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
DÉPUTÉ PORT BERGER PAUL BERT (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
LEKARANY LEKARANY (OLIVIER RABEAMINA) (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
DR ADOLPHE CANDIDATS DÉPUTÉ 2024 (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
JUSTIN TOKELY (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
LOÏC CHAN BERNARD (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
SAID ZAKANIAINA MAHAFALY JOSEPH (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
TOAVINA RALAMBOMAHAY (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
PAOLO RAHOLINARIVO (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
TOUSSAINT DIT BOLO & CO (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
RATEFINANAHARY TAHIAN'NY AVO (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
AUGUSTIN ANDRIAMANANORO (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
HANITRA RAZAFIMANANTSOA (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)

LANTO RAKOTOMANGA (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
RANDRIANARISOA STANISLAS (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
JAOJOBY EUSÈBE (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
GASCAR FENOSOA (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
BODOARISOA RAZAFINDRAZAKA (BODO) (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
TSILAVINA RAKOTOARISOA ASA SOA (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
FENO RALAMBOMANANA (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
GABRIELLE RAHARISON (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
RINA RANDRIAMASINORO (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
PAUL BERT ROSSY RAHASIMANANA (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
EMILIEN RAMBOASALAMA (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
RAFIDIMANANA DÉsirÉ (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
RAZAFINDAMBO ANDRIANJATO VONISON (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
HENINKAJA RAKOTOMANANTSOA (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
NAIVO RAHOLDINA (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
FETRA RALAMBOZAFIMBOLOLONA (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
TANIA AVANAMIARANTSOA (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
TANTELY RAZANAMANDIMBISOA (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
VOAHIRANA HANITRA RAJOELINA (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
TODISOA ANDRIAMAMPANDRY (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
RICHARD RAFIDISON (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
COCO VELOGNO COMMUNICATION (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
ROLAND RATSIRAKA 2024 (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)

TINOKA ROBERTO (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
RABEHAJA JEAN (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
SITENY RANDRIANASOLONIAIKO (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
ALAIN RASAMBANY (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
TSITARA ROJERS OSMAN (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
THONY RANDRIAMALALA BRIEVILLE (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
VONTSOA CHRISTIAN (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
DÉPUTÉ MASY GOULAMALY (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
RAMIARAMANANA JOSEPH (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
FRANCETTE RAZANABAHINY (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
RAZAFINANDRASANA RAULAN (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
RATSIRAKA SOPHIE SOAMIADANA (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
JEAN CHRISTOPHE RAZAFIMANANTSOA (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
VOLAMAHAZAKA FELIX BORIS (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
ANDRIAMANAMISOA JULOIS VIAL (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
RAKOTONIRINA JEANSON DANIEL (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
TSABOTOKAY HONORE (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
RAMANAKAVANA HERINIAINA PATRICK (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)
TSABOTOKAY HONORE (PAGE FACEBOOK DU CANDIDAT)

ANNEXE 3

SÉRIE DE CAPTURES D'ÉCRAN DES MDM RECENSÉES DURANT LES ÉLECTIONS: PRÉSIDENTIELLE ET LÉGISLATIVE



Ny aty aminay vahoaka dia efa resy lahatra fa hanova tantara fa ny mahagaga anay dia olomboatendry izay noeritreretinay mba hanampy sy hiaro anay koa no lasa hery mamoritra anay sy manery anay hifidy olona efa tsy mety aminay ,manery ireo chef Fokontany sy ireo chef secteur hoe mila mifidy candidat mpanjakana zany ,fa na izany anefa aza matahotra ianao Président fa tsy zareo no hifidy ao fa Izahay ka hataonay ho menatra sady tsy tamana @ district ny Mahajanga2 ato ny olona te hamotika anay sy tsy te hampivoatra anay io

6w Like Reply 7

Lalaitiana Rakotonirainy
May 7 at 10:14 AM · 🌐

FANDORANA TRANO NINIANA NATAO TAO DANGO- FARATSIHO

Manameloka ny herisetra sy ny asa fanakorontanana tahaka izao izaho sy ny mpiray lisitra (suppléant) amiko eto Faratsiho.

Ny alin'ny Alahady teo dia nisy nandoro ny tranon'iray tamin'ireo mpikambana amin'ny komity mpanohana ahy, dia tsy iza fa zanaka lahin'ny mpiray lisitra amiko amin'ny fifidianana.

Efa andro vitsivitsy talohan'io asa fampihorohoroana io izahay no nahazo fandrahonana foana hoe rehefa tsy resy eny an-kianja dia hogafiana sy hanaovana asanjolalahiboto ny ekipa. Dia tena nisy an'io

Comment

Author

Ny fifidianana no lalana hafahana manova zavatra amin'ny fomba madio raha hanaja ny lalana mikasika izany ilay fanjakana. EFA nasehony ny fomba mamohetra MBA hitzomany an'io fitondrana io:

- Nampiankariny ho 20 millions d'ariary ny caution mba tsy hafahan'ny olona rehetra milatsaka
- Nampitombona ny isan'ny districts
- Nohesorina n'y candidats mpanohitra sasany mba candidat iray ni ho fidina amin'ny toerana Telo
- Efa bé Dia bé n'y tsy fanajan-dalana miseo atsy sy aroa anefa tsy mihetsika n'a ny CENI n'a ny HCC
- Tsy fantatra ny didy jadona homanin'ny HCC AMIN'NY famohana ny valim-pifidianana farany. Raha jerena ny tsy fihetsehan'ny CENI sy ny HCC amin'ny tsy fanaran-dalana izay tokony hi-disqualifier-na candidats maromaro dia tokony hiomana amin'ny rombo izay hitranga eo.

Rombo hoy aho satria tant tsy tan-dalana izao ilay Madagascar ka raha ny lalana ny tsy fanajan-dalana no hanjaka dia tsy maintsy hisy izany rombo izany.

Rep

Patrick Raharimanana
7 May · 🌐

Ambatofinandrahana : Olon'ny CENI mihitsy no tonga manohana ny kandidam-panjakana

May ny endim-boanjo, ka dia ny Talen'ny Kabinetran'ny filohan'ny CENI mihitsy no miditra antsehatra manohana ny kandida solombavambahoaka arotsaky ny vovonana IRMAR ao Ambatofinandrahana.

Nampiomana ny ao an-toerana ihany koa ity Tale Jeneralin'ny Bianco teo aloha ity, fa mety ho avy any an-toerana ny Filoham-pirenena sy ny tompon'andraikitra ambony avy amin'ny AFF sy avy ao amin'ny Arena, amin'ny 11 may 2024.

Toerana solombavambahoaka iray no ifaninanana ao Ambatofinandrahana. Roa ny kandida ao an-toerana, dia ny avy amin'ny IRMAR sy kandida mahaleotena Razanamahasoa Christine, filohan'ny Antenimierampirenena teo aloha, nanaovana paipaika politika nesorina tsy ho solombavambahoaka.

Ny marainan'ny andron'ny fifidianana ireo sary ireo . T@ 5h27 maraina . Natory irery niaraka t@ ireo urnes ireo i Mbola sefo fokontany ary nanana fotoana tsara nameno vato mialoha ireo vata . Marihina fa i Mbola sy ireo sefo fokontany hafa dia tena akaiky An'i FIDY TMH tokoa (araho ny sary) ilay manao solomaso mainty koa dia sefo fokontany ihany koa , i Mbola io manao bourrage d'urnes manao capuchon io asana tontakely iny niseho iny . Faritra maro teto @ nosy no tahaka io ... miandry ny sary hafa ...




ARAO MASO : Rakotondrasoa : zandrin'i FETRA Freedom Ity olona ity , Sekretera Exécutive ao @ CENI izy ary , manao ny tetika rehetra HAMPANDRESENA AN'I LALATIANA ... @ alalan'ny fanodinana ny valimpifidianana

Ay mo zany no fika amle anarana maro be tsy tafiditra ao anatin'ny lisitra fifidianana. Efa tonga ny fizarana koveta, vary, sns. Ny orange de anontaniana hoe manana kara. Pifidianana ve efa ao anati lisitra ve ny anarana. Ka rha vo tsy ao otomatika tsy manana karapifidianana fa io avy dia voasoratra eo no eo ary misy karapifidianana milatsaka tapoka. Ary ny mahavariana fa tazominjareo ilay kara pifidianana fika miaraka president fokotany izany. dikany efa hita f orange zany ianao na de zao are misoratra anarana de mahazo karatra fika maimbo sy maloto. Tranga misy Tamatave izany. En villa are vita manao izany ahn ny any ambany volo

Like Comment Send Share

Top comments

Ny naha isa saina ana indroa zay tao atrano no efa nisy

HO AN'IZAY TSY MAHALALA DIA ITY ILAY OLON'NY VOLOMBOASARY VOAKARAMA, DIA NAMELY TOTOHONDRY NY MPANENTANA FIRAISANKINA, TENY @ TANA V, NY SABOTSY 25/05/2024.



MAHAGAGA ILAY FIFANDRIFIAN-JAVATRA.

Efa ela ihany aho no somary gaga sy te hametram-panontaniana nandritra ireny"olana " teto amin'ny Firenena ireny ary mbola mitohy hatramin'izao:

Inona marina ny "FIFANDRAISANA" manokana eo amin'ny KOLO TV, na i Hajo amin'ny FFKM fa toa izy foana no mamoaika ny fanambarana mialoha rehefa misy vaovaon'ny FFKM? 😊

Ity zao communiqué tokony mivoaka androany maraina nefa dia efa navoakan'i KOLO omaly sahady?

MAMPIHERITRERITRA IHANY A 🙏🙏🙏

FROMBONAN'NY FIANGONANA KRISTIANINA ETO MADAGASKARA - FFKM
 9:27
 IA FENO NY FANAHY MASINA AVOKOA IZY REHETRA ARY NITENY FI AMIHAFI ARAKA IZAY NAMPTTENENAN'NY FANAHY AZY AVY' ASL
 HAFATRA PENTEKOSTA 2024
 "Fa hahazo hery ianareo rehefa hilatsahan'ny Fanahy Masina, ka h avolombelona hanambary ahy eto Jersalema sy eran'ny Jodea mban Samaria ary hatrany amin'ny faran'ny tany" (Asa.1,8)
 Ny Vaovaon'i KOLO TV
 12 h ·
 Fanambaran'ny FFKM

ETO @ DISTRICT IHOSY FORCENA NY CHEF ZAP SY NY MPAMPIANATRA @ COMMUNE REHETRA HIFIDY OLONA TSY TIANY...TSY RARINY, AZA ATAO AN'IZANY NY MADINIKA 🙏🙏

183



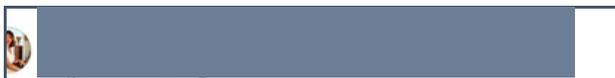
**TSY AFAKA MILATSAKA HO
FILOHA INTSONY
RAJOELINA SATRIA
FRANTSAY EFA TSY COLONIE
INTSONY MADAGASIKARA**



AOKA ETSY !!
HASEHO FOTSINY SISA FEFA FANTATRA ILAY FIKA MASISO MBOLA TSY NISY TETO AMBONIN'NY TANY E !! EFA FANTATRA NY MOMBA AZIREO SY NY TOERANA MISO AZY !!
DIA ITO KOA ILAY MINISTRY NY FITSARANA MANERY NY TPI HANOME CERTIFICAT DE NATIONALITÉ MALAGASY HOAN-DRAJOELINA !! ANY AMINAREO NY MASON'NY TANTARA SY NY TONTOLO EO AMINY !!



MPIVADY



**Tetezamitra : misy
miketrika tetezamitra 5
taona any ary mbola miaraka
amin'i Rajoelina koa hoe
Sao voafitaka isika**

Ho alaina eny aminy ny moto efa nozaraina, ho an'ireo Ben'ny tanana ao Andapa ka tsy manohana an'i Rajoelina. Nikoropaka haingana ireo Ben'ny tanana vitsivitsy tao Andapa ka nanao fanambarana sy mitaky ny hirotsahan'ny Filohampirenena am-perinasa indray ho Kandida. Tratan'ny tery vaimant... Voir plus



🔥 **TSY HANAO INDRAY I HAJO??** 😬
Tsy hanao/handray anjara amin'ny fifidianana Filoham-pirenena indray i Hajo Andrianainarivelo? Tsy mety aminy hono ny fikarakarana ny fifidianana !



Raikitra ny fanentanana ho amin'ny fangalaram- bato manara- penitra. Ny Prefe , ny sefo distrika, ny delegeam- panjakana sy ny sefo Fokontany no fitaovana mahomby. Efa any Alaotra any ity sola kely mpangalabolam- panjakana écran pilaka ity hoe mpanolontsaina manokana no lehiben'ny adala amin'izany .Efa vitany ny tao vakinakaratra, ny tao Toamasina, ny tany sofia ny tany toliara ny tao Bongolava.

